

DAUMIER ET LES ROUMAINS



Honoré DAUMIER (1808-1879), le grand artiste français, fut lui aussi sensible à la cruauté de la domination russe en Roumanie. La caricature que nous publions date de 1850 et se rapporte au retrait de petits détachements militaires russes du territoire roumain. Ils emportent "tout ce qui peut servir à la fabrication des armes," et l'on voit un paysan roumain déjà dépouillé de ses ustensiles agricoles, et auquel les Russes arrachent jusqu'aux clous de ses souliers.



GIUSEPPE MAZZINI

(1805 - 1872)

Ce grand penseur et homme politique italien qui fit tant pour l'unité de son Pays préconisa en même temps la réalisation d'un plus vaste dessein : l'unité européenne.

MOUVEMENT EUROPEEN

Président, Maurice Faure.

Vice-Présidents: Sir Edward BEDDINGTON-BEHRENS, Baron Friedrich-Carl von OPPENHEIM, Enzo DALLA CHIESA, Pierre WIGNY.

Secrétaire Général: Robert VAN SCHENDEL.

CONSEIL INTERNATIONAL

Membres: Délégués des organisations adhérentes internationales et nationales.

BUREAU EXECUTIF INTERNATIONAL

André ALERS, Paul AUER, Sir EDWARD BEDDINGTON-BEHRENS, Baron BOËL, Georges BOHY, Henry CRAVATTE, Fritz ERLER, Maurice FAURE, Lord GLADWYN, Etienne HIRSCH, John HYND, F. JOCKIN, Salvador DE MADARIAGA, René MAYER, J. H. C. MOLENAAR, Franco NOBILI, Baron Friedrich Carl von OPPENHEIM, Georges PESMAZOGLU, André PHILIP, Robert van SCHENDEL, André VOISIN, Vierre WIGNY, Terje WOLD, Alois ZIMMER.

COMITE' FINANCIER:

Président: Baron Boël.

CONSEIL PARLEMENTAIRE DU MOUVEMENT EUROPEEN

Président: Georges BOHY; **Vice-Présidents**: Dr Muhlis ETE, Maurice FAURE, John HYND, Bruno PITTMANN, Natale SANTERO, Franz SEIDL, Etienne de la Vallée POUSSIN, Jean ZIGHDIS.

COMMISSION DE L'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE

Président: Etienne de la Vallée POUSSIN.

COMMISSION FEMININE

Présidente: Marcelle LAZARD.

ORGANISATIONS NATIONALES ADHERENTES

Conseils Nationaux: Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, France, Grande-Bretagne, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Suède, Suisse, Turquie.

ORGANISATIONS INTERNATIONALES ADHERENTES

Association Européenne des Enseignants	A. ALERS
Centre d'Action Européenne Fédéraliste	HENRI BRUGMANS, Président du Comité Fédéral, et ANDRE' VOISIN, Président du Comité Exécutif
Conseil des Communes d'Europe	HENRY CRAVATTE
Ligue Européenne de Coopération Economique	BARON BOEL
Mouvement Libéral pour l'Europe Unie	THEO LEFEVRE
Gauche Européenne	
Nouvelles Equipes Internationales	
Union des Résistants pour une Europe Unie	JEAN KREHER
Mouvement Fédéraliste Européen	ETIENNE HIRSCH, Président du Comité Central, Président du Comité Exécutif et RAYMOND RIFFLET

INSTITUTIONS AUTONOMES

Centre Européen de la Culture (Genève)	DENIS DE ROUGEMONT, directeur
Collège d'Europe (Bruges)	HENRI BRUGMANS, recteur

SECRETARIAT INTERNATIONAL

Avenue d'Auderghem, 57b, Bruxelles 4, tél. 35.01.94.

La rébellion de Bucarest

Le secrétaire du parti communiste roumain Nicolae Ceausescu accentue l'attitude indépendante de son pays en revendiquant les territoires annexés par les Russes: la Bassarabie et la Boukovine ★ Le pacte Hitler-Staline de 1939 a abattu la résistance démocratique en Roumanie et dans toute l'Europe ★ Le Komintern appelait des "non roumains" pour défendre les intérêts des Roumains.

Le discours prononcé par M. Ceausescu, secrétaire du parti communiste roumain le 13 mai, à la veille de l'arrivée de M. Bresnev à Bucarest élargit la signification des précédentes protestations roumaines contre les interférences soviétiques dans les affaires intérieures de la Roumanie. Il n'a pas non plus manqué de faire allusion à l'annexion de la part des Russes de territoires qui avant la seconde guerre mondiale appartenaient à la Roumanie (Boukovine et Bassarabie).

Au centre de la discussion: le Pacte de Varsovie, auquel les Soviétiques voudraient attribuer une influence toujours plus grande dans la détermination de la politique des Pays communistes.

Dans ce qui paraît être une réponse à cette position, Ceausescu a dénoncé avec vigueur les pactes et les blocs militaires ainsi que la présence de bases militaires étrangères sur le territoire des autres Etats.

« Les blocs militaires et la présence de bases et de troupes sur le territoire d'autres Pays — a dit Ceausescu — constituent une des barrières sur la route de la collaboration entre les peuples ».

Ceausescu a ajouté que l'abolition des blocs et l'amélioration des bases étrangères sont désormais « un ardent désir » d'un nombre toujours croissant de personnes dans un nombre toujours plus grand de Pays. Cette observation se rapporte à la présence de troupes soviétiques en Allemagne Orientale, en Pologne, en Hongrie, sans oublier, bien entendu, les troupes américaines en Allemagne Fédérale.

Ce discours a mis en lumière le désir des Roumains de maintenir des relations également cordiales avec toutes les formes de communisme, soviétique, chinoise, yougoslave, cubaine, et avec les Pays non communistes.

La critique des méthodes de Lénine et Staline

« La Roumanie — a dit entre autre Ceausescu — est en train de développer des relations de collaboration avec tous les Pays quel que soit leur système social, estimant que c'est là un des moyens de renforcer la confiance et la collaboration entre les peuples. Elle est en train de développer des relations économiques, culturelles et scientifiques avec la France, l'Italie, l'Angleterre, l'Autriche et d'autres Pays ».

Ceausescu est allé beaucoup plus loin que tout autre leader communiste (même bien plus loin que les Yougoslaves) quand il a déploré l'ingérence soviétique dans les affaires des autres nations par l'intermédiaire du Comintern (Internationale communiste), non seulement au temps de Staline, mais aussi au temps de Lénine. Attaquer Lénine est encore une hérésie dans le monde communiste: malgré cela Ceausescu a été des plus explicites. Il a accusé le Comintern d'avoir donné les instructions qui ont provoqué des désastres.

La Bassarabie est roumaine

M. Ceausescu a déploré en outre que les communistes roumains aient été contraints de céder aux prétentions soviétiques sur une partie de la Moldavie (Bassarabie) annexée par Moscou en 1940.

**L'accord entre
Staline et Hitler:
un coup mortel à
la démocratie européenne**

M. Ceausescu a employé un ton particulièrement âpre pour parler des ordres soviétiques qui obligèrent les communistes roumains à suspendre leur activité antinazie en 1940 quand Staline et Hitler conclurent le pacte de non-agression « *Ces ordres — a-t-il dit — contribuèrent à jeter la Roumanie dans les bras des Allemands et à la faire se ranger du côté de l'Allemagne dans la seconde guerre mondiale* ».

Pour la première fois depuis 1955 la presse et la radio roumaines ont passé complètement sous silence l'anniversaire du Pacte de Varsovie. En outre, aucune cérémonie militaire n'a rappelé l'événement. Par le passé, jamais n'avaient manqué les défilés et les discours qui célébraient la fraternité des armes entre russes et roumains. Ce silence officiel — et des plus significatifs — est considéré comme une preuve ultérieure de la tension existant entre la Roumanie et l'Union Soviétique, tension qui semble particulièrement grave justement en ce qui se réfère à la collaboration militaire entre les deux Pays. La publication du texte intégral du discours prononcé par Ceausescu confirme l'opposition de Bucarest à la « *politique des blocs militaires* ». Dans ce discours il y avait même une invitation aux grandes puissances pour qu'elles retirent les troupes cantonnées en territoires étrangers. L'allusion aux divisions soviétiques qui contrôlent encore beaucoup de nations satellites, est des plus claires.

La « rébellion » de Bucarest du reste s'encadre dans un contexte riche en épisodes significatifs et elle est l'indice d'un double malaise et d'une inquiétude croissante dans les nations communistes:

**« Nous allons dans
l'espace, mais nous
mangeons des
croûtes de pain! »**

Le correspondant de Vienne du quotidien romain « Il Tempo », écrit:

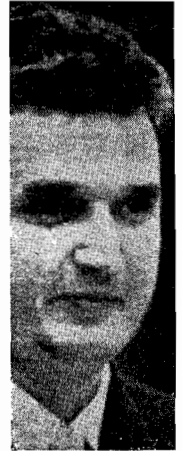
En Tchécoslovaquie également, un des Pays communistes qui paraissent le mieux résignés à son destin, on enregistre de nouveaux ferments. La fête traditionnelle des étudiants (une tradition avec laquelle on a

renoué l'an dernier après la suppression qui avait été décrétée en 1954), s'est conclue par un défilé de chars allégoriques ornés de panneaux dont beaucoup manifestaient des sentiments hostiles au régime.

NICOLAE CEAUSESCU

**Secrétaire du parti
communiste roumain,
il a succédé
à Gheorghiu Dej.**

**Continuant la politique
de son prédécesseur
il a encore accentué
davantage la tendance
à l'indépendance
vis-à-vis de la Russie
faisant de la
Roumanie le chef de file
de la rébellion.**



Le défilé du cortège a duré plus de trois heures. « *Vive l'Union Soviétique — criaient les étudiants — mais qu'elle pourvoie par elle-même à son entretien* » et encore: « *Vive l'Union Soviétique mais il n'en faut pas trop* ».

Nombreuses également les allusions au bas niveau de la vie: « *Nous allons dans l'espace — criaient les étudiants de pédagogie — mais nous mangeons des croûtes de pain* ». « *Donnez-nous du pain — disaient les élèves de l'Académie d'Art dramatique — et nous travaillerons* ». Les étudiants ingénieurs ont défilé en criant: « *Heureux les pauvres d'esprit, leur royaume est la Tchécoslovaquie* » tandis qu'on lisait sur d'autres panneaux: « *Citoyens, élisez-moi, je ferai tout, je ne comprends rien* ». « *Notre gouvernement aime la tranquillité* ». « *Tout a une limite, mais pas la bêtise* ». Les étudiants de pédagogie disaient encore: « *Si tu tiens la bouche cousue, tout va bien, si tu parles tu es fichu* ». et les étudiants de la Faculté d'Economie: « *Dis la vérité et fiche le camp* ». Enfin, les étudiants de Philosophie étaient remplis d'amertume. « *Nous étions et nous sommes des Polichinelles* ». « *Ne dis rien et tu seras Philosophe* ». Et le plus beau: « *Nous sommes en paix avec notre conscience en 1950 nous avons six ans!* ».

L' "OTAN ROUGE" tombe en miettes ?

L'attitude adoptée par la Roumanie vis-à-vis de l'URSS forme l'objet de vives polémiques à Moscou où les correspondants étrangers suivent avec un vif intérêt le développement de la situation. L' "Otan Rouge" va-t-il tomber en miettes ?

La plus grosse torpille lancée contre les Soviets

Le gouvernement de Bucarest — observé en dans les milieux diplomatiques — estime que la conception soviétique de la sécurité européenne n'est plus conforme à la réalité et, en conséquence, la présence, dans les conditions actuelles, d'unités militaires soviétiques dans les Pays de l'Est européen ne se justifie plus et doit être soumise à une série de nouveaux accords bilatéraux. Tel est en substance le contenu d'un document que les communistes roumains ont fait parvenir à Moscou, après le départ de Bresnev de Bucarest.

* * *

Cet important document est comparé aux initiatives du général de Gaulle vis-à-vis de l'OTAN. Il comprend les points suivants :

— Le texte tout entier de l'alliance militaire du bloc de Varsovie (l'OTAN rouge) devrait être soumis à révision du fait que, selon les Roumains, les conditions politico-militaires de la sécurité et de l'équilibre entre les blocs, en Europe, sont changées. La Roumanie entend assumer une position plus accentuée d'indépendance également en ce qui concerne la structure militaire de l'alliance orientale en demandant des conditions de parité et des négociations bilatérales entre tous les Etats membres.

— La Roumanie n'est plus disposée à con-

tribuer aux charges relatives au maintien d'unités militaires soviétiques sur son territoire et propose que ces charges soient entièrement assumées par l'Union Soviétique.

— Si un Pays du bloc de Varsovie décide de demander la prolongation du maintien de troupes soviétiques sur son territoire (ou de demander l'occupation de forces militaires d'un autre Etat membre de l'alliance) il doit négocier des accords bilatéraux.

— Pour les bases militaires soviétiques qui, pour des motifs stratégiques, devraient être maintenues sur les territoires des Pays de l'Est européen (dans ce cas il s'agit de bases de missiles et de bases aériennes, et des « centres d'action » que l'OTAN rouge considère de « primordiale importance ») il faudrait préparer de nouveaux statuts entre l'URSS et les pays d'occupation.

— L'emploi d'armes atomiques tactiques et l'installation de bases de missiles devrait faire l'objet d'un accord entre les Pays de l'alliance militaire de Varsovie.

* * *

On fait remarquer dans les milieux diplomatiques et journalistiques occidentaux à Moscou, que ce document roumain est « la plus grosse torpille qui ait jamais été lancée contre l'organisation politico-militaire des Soviets en Europe orientale ».

GIORGIO DEL VECCHIO

DROIT ET POLITIQUE INTERNATIONALE

(Ière partie)

Le monde est aujourd'hui gravement troublé: une menace obscure met en danger la paix, évoquant à nos esprits les horreurs des deux récentes guerres mondiales. Ce serait un malheur immense pour le genre humain, si de telles horreurs devaient se répéter, peut-être encore de façon plus catastrophique à cause de la puissance toujours plus grande des moyens de destruction.

Qu'est-ce qui peut nous sauver de cela, sinon le droit qui devrait inspirer la politique internationale et garantir un ordre juste de paix? Mais s'il est facile d'affirmer ce concept en général, il ne l'est pas autant d'en déterminer la signification précise, si nombreux sont les problèmes qu'il suscite et si nombreuses les erreurs et les préjugés qui s'opposent à la solution de ces problèmes.

Déjà le mot *droit* a quelque chose d'ambigu, qu'il est bon d'éclaircir au plus tôt. Dans un sens purement formel, droit signifie une coordination des rapports intersubjectifs, en vertu de laquelle à certaines facultés correspondent certaines obligations. Dans ce sens, un droit quelconque existe nécessairement dans n'importe quelle condition de vie humaine, car celle-ci ne peut subsister sans un ensemble de relations sociales. Ainsi est-il impossible qu'un Etat n'ait pas un droit propre (au sens formel), c'est-à-dire un ordonnancement juridique, duquel il est justement le centre et le sujet.

Mais la chose change d'aspect si l'on entend le droit comme une valeur essentielle attribuée à la personne humaine, et en raison de laquelle celle-ci peut prétendre au respect de sa propre nature spirituelle. Si l'Etat se constitue sur cette base, il se qualifie généralement comme *Etat de droit*. Plus appropriée toutefois serait (pour éviter tout équivoque) la dénomination *Etat de justice*, que je proposai il y a plusieurs années et récemment encore comme thème d'une discussion (*Etat de droit et Etat de justice*), qui advint en effet amplement au VIe Congrès de la Société Italienne de Philosophie du droit. Mais il ne convient pas de discuter sur les mots, pourvu que le concept soit bien défini. D'ailleurs, l'expression *Etat de droit*, est désormais si largement entrée en usage qu'il serait vain d'essayer de l'éliminer. Ce qui importe est que l'on ait clairement conscience que par cette expression on n'entend pas désigner un Etat quelconque,

qui ne peut pas ne pas avoir un système de légalité positive, mais seulement un Etat qui se conforme à l'idéal de la justice, autrement dit qui reconnaisse les droits fondamentaux de la personne humaine.

Nous affirmons de nouveau par là un concept qui, déjà énoncé dans l'antiquité classique, eut plus tard de plus amples expressions dans les sublimes maximes du message chrétien, puis encore de nouvelles démonstrations raisonnées dans la philosophie moderne: le concept, en un mot, du droit naturel. Nous n'ignorons pas qu'à ce concept s'opposent encore diverses écoles, qui représentent souvent de vieilles erreurs, déjà péremptoirement réfutées. Quelques auteurs affirment *a priori* qu'ils n'admettent que le droit positif, et, par un évident paralogisme, partant de ce postulat arbitraire, ils en déduisent qu'il n'existe par conséquent pas de droit naturel. D'autres, arguant de l'inexactitude de certaines formules, utilisées peut-être par simple commodité de langage par quelques giusnaturalistes des XVIIe et VIIIe siècles, considèrent cette imperfection verbale comme une preuve suffisante de la fausseté de la pensée fondamentale de ces auteurs et des autres, innombrables qui, avant et après eux, élaborèrent la même doctrine, sans encourir dans cette inexactitude. D'autres encore, par exemple ce grand érudit mais médiocre philosophe que fut B. Croce, se fondent sur l'observation évidente de la mutabilité des lois humaines pour repousser le concept d'un droit universel, rationnel ou naturel; comme si on n'avait pas déjà démontré comment se concilie l'éternité de certaines maximes de raison avec la variété de leurs applications dans le cours de l'histoire. Thomas d'Aquin, par exemple, a clairement expliqué que les principes de la loi de nature, tandis qu'ils restent en eux-même immuables, ne peuvent pas toujours s'appliquer d'égale manière et admettent des déterminations particulières « et secundum personas, et secundum negotia, et secundum tempora ». Il y a, en somme, dans les lois humaines, un élément de relativité, qui n'exclut pas, par ailleurs, leur fondement absolu. Ce fondement, c'est-à-dire la loi de nature, vaut comme critère pour reconnaître la justice, puis ses possibles déviations, car l'esprit humain est faillible et la forme de la juridicité peut enfermer une réelle injustice.

La signification de cette loi, qui correspond à une exigence indélébile de notre conscience, est essentiellement *déontologique*, autrement dit, elle exprime un *devoir être*, valide au delà de la sphère empirique. En fait, cette loi peut être transgressée, mais les transgressions ne détruisent pas sa valeur. Seule une fausse philosophie méconnaît que l'être humain, tout en appartenant à l'ordre phénoménique, participe aussi d'idées et de normes universelles et éternelles. Aussi se sent-il libre et imputable; aussi a-t-il un *lumen rationis naturalis* qui lui impose le respect de l'Ethique dans ses deux formes fondamentales, de la charité et de la justice. Aussi peut-il légitimement prétendre, au nom même de l'Ethique, la reconnaissance de sa dignité de personne.

Il convient de remarquer que le principe éthique est unique et ne se distingue dans les deux formes susdites que parce qu'il donne respectivement la norme à chaque sujet pris en soi-même et aux relations entre plusieurs sujets. La justice n'est autre chose que le profil social de l'Ethique.

De ces notions élémentaires résulte une juste conception de l'Etat et de la Politique. Mais combien de doctrines erronées furent soutenues en sens contraire! Pour ne parler que de quelques unes, plus connues, rappelons que selon Machiavel l'Etat doit être entendu comme force ou pouvoir de commandement, sans aucune limite éthique; d'où la justification du pouvoir absolu d'un prince qui aurait faculté d'user de violence ou de cruauté, et même de simulation et de tromperie. La fin ultime, que Machiavel se proposait, c'est-à-dire « libérer l'Italie des mains des barbares » par la fondation d'un Etat unitaire, était noble; mais sa fatale erreur fut de croire que, pour atteindre une fin désirée, n'importe quel moyen, même le plus immoral, était licite.

S'il y a dans l'oeuvre de Machiavel, auprès de défauts, d'indéniables qualités, bien moins estimable, en raison de son immoralisme, est l'oeuvre de Nietzsche. On ne sait que trop qu'avec son extravagante « inversion de toutes les valeurs », il combattit àprement non seulement les principes fondamentaux de l'Ethique, mais l'idée même de l'Etat, qu'il définissait simplement « un monstre ».

Croce, au contraire, exalte l'idée d'Etat, mais soutient « l'amoralité de la politique, l'antériorité de la politique à la morale »: une doctrine qui se rapproche en substance de celle de Machiavel, sans cette justification relative que l'on peut accorder à Machiavel par égard aux circonstances et aux coutumes de son temps. Mais cette justification ne peut être accordée aujourd'hui à qui défend une telle doctrine, après que tant de travail de la pensée et tant de sang sacrifié ont

contribué à constituer l'Etat sur les bases de ces principes de liberté et de fraternité que Croce méprise et raille comme « formules insensées ».

Bien que ces fausses doctrines aient été largement répandues, valant à leurs auteurs une énorme notoriété (car les paradoxes et les erreurs rendent plus célèbres que la vérité), les maximes capitales de l'Ethique, aussi pour ce qui relève du droit et de l'Etat, restèrent toujours vivantes dans la conscience des peuples civilisés, comme on le voit non seulement dans les oeuvres de nombreux auteurs, mais également dans des lois constitutionnelles et documents internationaux: il suffira de rappeler, par exemple, que la Constitution en vigueur de la République Italienne « reconnaît et garantit les droits inviolables de l'homme (art. 2), et que des affirmations analogues ont été sanctionnées par la « Universal Declaration of Human Rights » du 10 décembre 1948.

Le vieux sophisme selon lequel la Politique serait exempte de l'obligation de respecter la vérité, et même que l'art politique consisterait, précisément, dans l'art de feindre, a été formulé dans divers proverbes, souvent encore cités; signe indéniable de la survivance de déplorables équivoques, dans une matière aussi importante. On a confondu le silence, qui peut être suggéré par la prudence, vertu nécessaire à tous et particulièrement aux hommes d'Etat, avec le vice du mensonge, vice d'autant plus blâmable que plus haute est la condition de ceux qui s'en rendent coupables. Romagnosi a justement observé que les gouvernants devraient donner l'exemple de la véracité et de la loyauté. Et Mazzini s'inspira, dans son noble apostolat, du concept du « culte de la vérité », combattant énergiquement la « diplomatie fondée sur le mensonge », « les théories des crimes utiles et du mensonge opportuniste, et autres théories analogues ». « Il est nécessaire, il est urgent », déclara-t-il, de « fonder la politique sur la morale ». Et s'adressant particulièrement aux jeunes d'Italie, il les exhortait comme suit: « Eloignez de vous les prédicateurs de machiavélisme, de tactique, d'opportuniste. Ce n'est pas ainsi que l'on crée une nation; on la crée par la vérité, par l'audace dans la foi, par le sacrifice ».

Maximes lumineuses, que l'histoire même a confirmées: car l'unité de l'Italie fut atteinte par la vertu et l'héroïsme de ceux qui les suivirent, tandis que les fraudes et les tromperies conseillées par Machiavel ne purent libérer l'Italie des discordes intestines ni des dominations étrangères.

Une saine politique ne peut ignorer ces principes de moralité et de justice, qui sont gravés dans l'esprit humain en raison de sa nature rationnelle. A ces principes doivent

se conformer les constitutions des Etats qui veulent se qualifier comme légitimes ou, selon la formule d'usage, « de droit ». C'est alors à la politique qu'il appartient de promouvoir l'application et le développement de ces mêmes principes, en tenant compte des moyens existants et des conditions de fait. Ce qui demande un travail continu, car la vie de l'Etat ne connaît pas de haltes, tandis que les circonstances changent bien souvent et que dans le sein même de l'Etat se produisent fréquemment des divergences et des contrastes, que la politique doit chercher à résoudre, en ayant toujours pour objectif les bases et les fins essentielles de l'Etat.

Par ailleurs à nul ne peut échapper le fait (trop clairement démontré non seulement par l'histoire du passé, mais aussi par l'expérience actuelle) qu'un Etat peut s'ériger sur des bases diverses de celles qui sont indiquées par la loi naturelle, autrement dit rationnelle, que la Théologie conçoit comme un reflet de la sagesse divine. Pour l'existence d'un Etat, il suffit, à la rigueur, d'instaurer un pouvoir de fait sur un certain peuple, dans un territoire déterminé, même si ce pouvoir se fonde seulement sur la force et non sur le droit, dans le sens que nous avons expliqué plus haut. On aura alors, d'un côté, une politique opportuniste, qui secondera ce pouvoir: mais on aura par contre, une autre politique, qui tirant son inspiration des plus profonds mobiles de l'âme humaine, tendra à la constitution d'un Etat divers, c'est-à-dire d'un Etat de justice. Ce qui pourra advenir par voie de réforme, mais dans les cas les plus graves même par un soulèvement et une révolte.

On ne pourra jamais faire taire la voix céleste de la conscience; et c'est de quoi l'histoire de tous les temps donne d'innombrables exemples. Célèbres sont les paroles d'Antigone, dans la tragédie de Sophocle, qui invoqua contre l'interdiction cruelle d'un tyran « les lois inébranlables des dieux »; paroles qui, selon le P. Yves de la Brière, sont « le témoignage de l'âme naturellement chrétienne ». Non moins célèbre est cet appel au ciel ("appeal to Heaven"), que Locke indique comme ultime instance, quand un appel à une autorité terrestre n'est pas possible. Analogues sont les expressions de Guillaume Tell dans le drame du poète Schiller: le pouvoir des tyrans a une limite ("eine Grenze hat Tyrannenmacht") et quand le poids de l'oppression est intolérable, l'opprimé tire du Ciel ses droits éternels, infrangibles comme les étoiles.

(Suite et fin dans notre prochain numéro)

LA CONFERENCE DES POUVOIRS LOCAUX DU CONSEIL DE L'EUROPE

La Conférence des Pouvoirs Locaux du Conseil de l'Europe est faite pour servir les élus. Elle ne le pourra qu'à condition que ceux-ci prennent la peine de réfléchir à ce qu'ils souhaitent.

En matière de politique d'expansion régionale par exemple, il serait intéressant d'étudier quelle aide l'Europe a jusqu'ici apporté aux différents élus locaux et quelle aide elle pourrait leur fournir.

Comment se pose au village au point de vue des élus locaux, la question de la politique agricole commune? Ceux-ci ont-ils des observations à formuler?

Comment se pose, au point de vue des élus locaux, l'harmonisation des structures locales et régionales dans le cadre européen?

Comment pourrait-on aligner les divers systèmes d'autonomie communale sur celui du pays européen le plus avancé dans ce domaine?

* * *

La Conférence Européenne des Pouvoirs Locaux tiendra sa prochaine session du 7 au 10 juin 1966. L'institution sera alors vieille de dix ans. C'est en effet le 14 octobre 1955 que l'Assemblée Consultative du Conseil de l'Europe décidait sa convocation et le 12 janvier 1957, que s'ouvrait la première session de la Conférence dans l'hémicycle même où elle avait été conçue.

Ainsi s'était concrétisée une idée qui avait été à la base du mouvement et qui attribuait aux Communes un rôle de premier plan dans le rapprochement des peuples d'Europe et l'édification de l'unité. Cette idée le Conseil des Communes d'Europe l'avait ainsi formulée: les représentants des collectivités locales sont les intermédiaires naturels et nécessaires entre les vastes projets politiques et les populations dont ils partagent directement les soucis et les aspirations; les collectivités locales doivent en conséquence avoir leur place dans les institutions et dans les chartes internationales, et singulièrement dans la plus grande entreprise des temps modernes, la construction européenne. Ce droit doit être reconnu et garanti par la création d'une assemblée européenne représentative des collectivités locales.

* * *

Une belle thèse s'insère dans la doctrine permanente de la morale sociale chrétienne. Elle a trouvé un appui constant auprès des papes contemporains, qu'il s'agisse de Pie

XII, de Jean XXIII ou de Paul VI; il est bon de le souligner à l'attention de certains gouvernements. Le message pontifical de Jean XXIII à la semaine sociale de Strasbourg de juillet 1962, en renouvelle la théorie, en ces termes:

« Il appartient aux corps intermédiaires de chaque nation de nouer entre eux, dans leurs domaines respectifs, des liens qui rendent effective leur solidarité. Aussi la possibilité doit-elle leur être laissée de faire entendre leur voix dans les questions d'intérêt général, comme le permettent déjà les procédures consultatives des diverses institutions européennes. Cela est vrai, aussi bien pour les organismes syndicaux que pour les autres associations d'ordre économique et culturel, auxquelles il faut reconnaître leur sphère d'initiative et d'action. Si la tâche des pouvoirs publics est d'aider, de coordonner et aussi de stimuler, les corps intermédiaires ont leur rôle irremplaçable à assurer, car ils constituent la structure fondamentale des relations entre peuples ».

Les deux thèmes retenus offrent toute latitude pour une reprise énergique. « L'adaptation des structures locales aux nécessités de l'unité européenne et de la civilisation moderne », d'une part, « la responsabilité des pouvoirs locaux dans l'organisation sociale des loisirs », d'autre part, voilà deux sujets tout à fait au coeur de la question et qui permettraient de dire bien des choses...

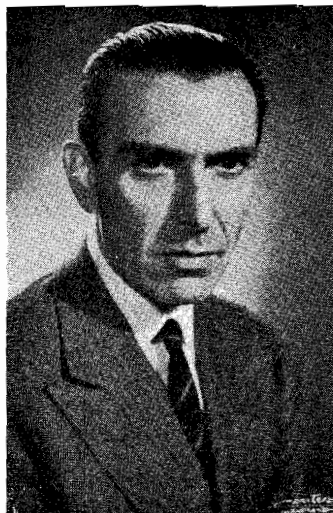
Hélas! Il faut déjà noter une première reculade. Sous prétexte que la Conférence ne dispose pas de services d'études suffisants - que le Conseil de l'Europe refuse toujours de lui donner malgré les demandes réitérées -, les Commissions de la Conférence, réunies à la fin de l'année passée, ont renoncé à traiter un aspect, pourtant combien sérieux, du premier de ces thèmes: la concentration urbaine. Le moins que l'on en puisse dire est que c'est fort regrettable et qu'il est affligeant que l'élite municipale de l'Europe ait accepté de se taire sur un problème qui affecte chaque jour plus gravement les populations de nos villes. Seules quelques voix se sont élevées pour s'opposer à cette capitulation, principalement dans la délégation française.

Les dirigeants du Conseil de l'Europe ignoraient-ils l'importance de ce problème pour refuser aux représentants les plus éminents de l'Europe des villes et des villages les moyens d'en traiter.

Bon gré, mal gré, les Commissions de la Conférence ont décidé de limiter le thème initial au diptyque: « survie des petites communes et nécessité de la région dans l'Europe d'aujourd'hui ».

Les Artisans de l'Europe

DINO DEL BO



C'est avec une légitime fierté que nous rappelons que M. Dino Del Bo a été directeur du "Bulletin Européen" en 1950 - 1951, fonctions qu'il dut abandonner en raison des hautes charges politiques auxquelles il fut appelé.

Dino Del Bo est né à Milan le 19 novembre 1916.

Professeur de Philosophie du Droit et de Droit des Organisations Européennes à la faculté des Sciences Statistiques de l'université de Rome, il fut, en octobre 1963, nommé président de la Haute Autorité de la C.E.C.A..

Docteur en Droit et en Sciences Politiques, il prit part, dès les premiers temps de la Résistance, à l'action politique de la Démocratie Chrétienne, dont il fut élu membre du conseil national en 1946 et vice-secrétaire en 1953.

Depuis 1948, sans interruption, il est élu député à la Chambre dans la circonscription Milan-Pavie.

M. Del Bo a été chargé d'importantes fonctions gouvernementales. En 1951 il fut nommé sous-secrétaire d'Etat au Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale, poste auquel il fut appelé à deux autres reprises.

Au cours de la seconde législature il participa au gouvernement Segni en tant que sous-secrétaire d'Etat pour les Affaires E.

trangères et Président de la délégation italienne du Comité Intergouvernemental pour l'émigration.

Membre du Gouvernement de Zoli, Dino Del Bo fut nommé ministre chargé des rapports avec le Parlement, charge à laquelle il fut confirmé au cours de la troisième législature.

Nommé par la suite Ministre du Commerce Extérieur, il a été à la tête de nombreuses missions à l'étranger et a pris part à d'importantes Conférences internationales sur les échanges commerciaux.

En 1960 M. Del Bo entreprit pour le compte du Gouvernement italien, un voyage en Amérique latine au cours duquel il fut reçu par de nombreux chefs d'Etat.

Réélu député aux élections de 1963, au mois d'octobre de la même année les Gouvernements des Pays membres de la C.E.C.A. le nommaient Président de la Haute Autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, charge qu'il recouvre actuellement.

Dino Del Bo s'est depuis lors dédié à la solution, sur bases communautaires, d'importants et graves problèmes concernant les deux secteurs de base de l'économie eu-

ropéenne: le secteur charbonnier et le secteur sidérurgique. Rappelons ici l'élaboration du « Protocole d'Accord sur l'Energie », approuvé par le Conseil des Ministres, qui se propose de donner une solution transitoire au grave problème des subventions à l'industrie charbonnière. En ce qui concerne le secteur sidérurgique, il faut signaler l'organisation, au Luxembourg, de deux Congrès internationaux sur l'utilisation de l'acier: dans l'industrie du bâtiment et dans l'industrie de transformations (le troisième qui se tiendra l'automne prochain sera dédié à l'étude de l'emploi de l'acier en agriculture). Rappelons également l'élaboration de mesures de sauvegarde de ce produit sur le plan tarifaire.

Ces initiatives ont eu pour résultat non seulement de vivifier le marché de l'acier, mais aussi de susciter un vif intérêt de la part des milieux techniques intéressés et, fait bien plus significatif, de la part de l'opinion publique.

Il faut enfin signaler la reprise du dialogue et le développement des fructueux rapports de collaboration qui, ces dernières années, ont toujours plus rapproché l'Exécutif de la C.E.C.A. du Parlement européen.

L'activité de Dino Del Bo publiciste

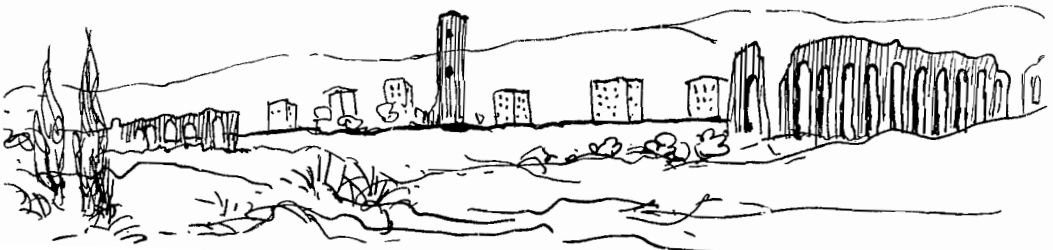
Dino Del Bo a écrit de nombreux ouvrages économiques, juridiques et politiques sur les problèmes de la démocratie et de l'Etat. L'une de ces oeuvres, « La volontà dello Stato » (« La volonté de l'Etat ») a été couronnée par le Prix littéraire Viareggio, tandis que « La crisi dei cattolici italiani » (« La crise des catholiques italiens ») a été favorablement accueillie aux Etats-Unis.

En 1964 M. Del Bo a publié sous le titre « La crisi dei dirigenti » (La crise des dirigeants), éditeur Vallecchi, Florence, un ouvrage d'analyse politique qui, selon ce qu'écrivait Maurice Vaussard dans le compte rendu publié par « Le Monde » « apporte une note tout à fait originale dans l'étude des causes du déclin du parlementarisme,

phénomène que l'on retrouve un peu partout aujourd'hui dans le monde et qui est dû non seulement à la faveur avec laquelle déjà dans l'antiquité étaient accueillis les régimes totalitaires... mais qui montre des symptômes intérieurs de dégénération sur lesquels les hommes politiques n'aiment pas s'arrêter, de peur d'être obligés à un pénible examen de conscience ».

Dans l'automne 1964, Dino Del Bo a reçu le Prix « Bruno Rezzara » pour son activité d'homme politique, ses études de sociologie et de philosophie du droit et pour son livre « La crise des dirigeants ».

Depuis dix ans Dino Del Bo dirige une revue mensuelle: « Nouvelles de politiques et d'histoire ».



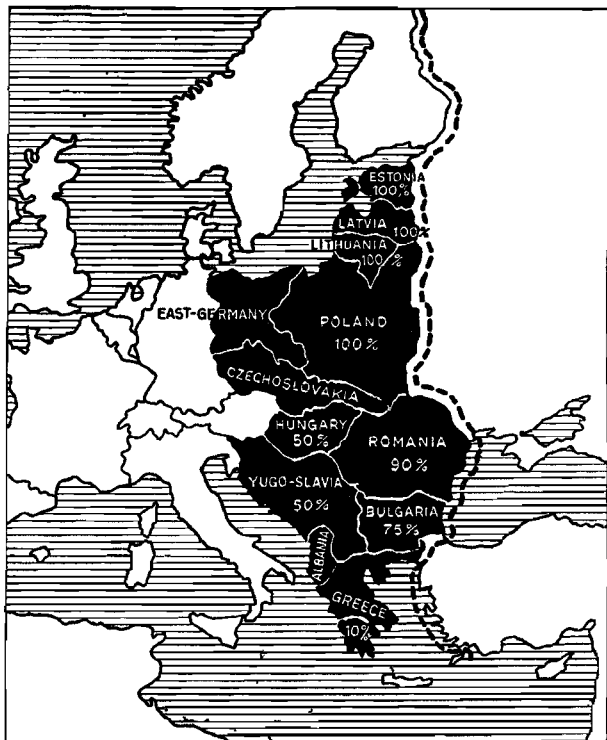
number 5

europ east bulletin

ENGLISH SUPPLEMENT OF THE
REVIEW "BULLETIN EUROPEEN"

ROME

MAY 1966



POLAND

ADAM SCHAFF ON TRIAL

Adam Schaff, who until recently was Poland's leading orthodox Marxist philosopher, has fallen from grace. His latest book, *Marxism and the Human Individual*, sparked a storm of debate across the country and some very-much-to-the-point discussion in party circles. The party weekly *Polityka* (September 18) gave the work a halfway favorable review with strong reservations. Other party magazines have been more critical. Reviewing for *Kultura* (September 12, 19, 26), Włodzimierz Sokorski, head of the Polish radio and TV network, took Schaff to task for asserting that anti-Semitism is widespread in communist countries. A reviewer in *Zycie Literackie* attacked him harshly for maintaining that alienation is an important problem even in a socialist society.

The book was bound to be controversial because it placed more emphasis on the continuity of human problems than the current party doctrine admits. Schaff stressed that the state had grown stronger, not weaker; that class differences had not disappeared; that nationalism had not

given way to "proletarian internationalism"; and that the sum of human happiness had not been noticeably increased.

The controversy culminated in a debate organized by the editorial staff of *Nowe Drogi*, the party theoretical monthly last October. It went on for 10 hours filled 130 pages

of the December issue of the magazine. Schaff was confronted by 15 topranking party members, including ideologist Zenon Kliszko, Professor Stefan Zolkiewski, philosopher Jerzy Wiatr, historian Bronislaw Baczek, economist Maksymilian Pohorille, and functionaries like Andrzej Werblan, Wincenty Krasko, Artur Starewicz, and Włodzimierz Sokorski.

Putting the Party First

It fell to Zenon Kliszko to read the party's condemnation of *Marxism and the Human Individual*: false interpretations of reality, one-sided abstract thinking, false interpretations of Marxist teaching which are harmful to the communist state, and indifference toward the dominant role of the party. Said Kliszko: "He has too rashly, too superficially and light-mindedly written about important problems of theory and politics."

Why was so much publicity given to a book that the party leadership finally condemned? Kliszko suggested

that it was intended as a kind of spiritual therapy.

First, I hope that the discussion will help develop the Marxist science of man and of his place and destiny in a socialist society. Secondly, I hope that it will bring closer together different echelons or sectors of the party's ideological front ... and will increase the sense of responsibility of our party scientific centers and their ties with the party. (*Zolnierz Wolnosci*, December 17).

Obviously there is a wide diversity of opinion among party members at

the highest level when it comes to philosophical matters. Schaff was condemned by the majority but not unanimously and his strongest support came not from party scientists and intellectuals. In spite of his "mistakes," however, Schaff was not denounced as a bad communist, and both sides of the dispute were thoroughly aired in the press.

THE BATTLE OF THE BISHOPS

Cardinal Wyszynski was denied permission to leave Poland in January for his scheduled trip to the Vatican, bringing the current struggle between Church and state to a new intensity. This was the first time the Cardinal had been forbidden to leave Poland since 1956. The government announcement of January 7 said that its move was in response to actions of the Cardinal and bishops at the Vatican Council in November, when they sent a letter to the German Catholic bishops that contained "formulations harmful to the Polish raison d'état, harmful from the point of view of the interests of the Polish People's Republic."

As evidence against Cardinal Wyszynski the government cited a December 17 interview in the West German *Welt der Arbeit* with Kurt Scharf, chairman of the Council of the Evangelical Church in Germany, in which Scharf spoke as if the Polish bishops regarded the finality of the Oder-Neisse border as "problematic."

At the January 13 celebration in Rome, opening the year of the Polish millennium, Pope Paul VI made no public statement on the Cardinal's absence, but did give an impromptu blessing to all those in Poland, "including their spiritual leader, Cardinal Wyszynski." The only other Papal response was a short notice in the official Vatican paper urging the Polish government to reverse its decision. (The New York Times, January 14.) There was widespread speculation in the West that the Polish move could cause a serious deterioration in the Vatican's relations with all the communist countries, and that Pope Paul would cancel his projected (but never confirmed) trip to Poland this year.

Gomulka Sounds Moderate

The travel ban came after a month of bitter recrimination in Poland. The news media and hundreds of organized protest meetings denounced the mishops for their "political" audacity. (The Polish episcopate had sent the letter to all German bishops — East and West — on November 18, inviting them to attend millennium celebrations in Poland in 1966 and urging a new dialogue between their two countries. The letter was a long review of 1,000 years of Polish-German relations, granting and asking forgiveness for past wrongs. The Germans replied in like spirit on December 5, accepting the invitation.)

First Secretary Gomulka made his first statement on the controversy on January 14 before a session of the All-Polish Committee of the National Unity Front. Arguing publicly with Jerzy Tilowicz, editor-in-chief of *Tygodnik Powszechny*, the paper closes to the Church hierarchy, Gomulka conceded, "one cannot accuse [the bishops] of making border concessions. They did not make border concessions. They only used very unfortunate formulations. . . . However, he insisted, one must look not only at the letter, but also at the response from the German bishops and the Polish episcopate's reaction to that. "The problem lies in the fact that the Church, the episcopate, and particularly Cardinal Wyszynski set 1,000 years of Christianity in Poland up against People's Poland," he went on, implying that the real offense of the bishops was that they had over-emphasized Poland's traditional ties with the West.

How the Campaign Developed

The attack on the bishops had got off to a slow start, about ten days after their letter became public in the West. Le Monde's Warsaw correspondent noted that criticism of the bishops began just after the return from Moscow of party ideologist and Politburo member Zenon Kliszko, and quoted well-informed sources in Poland as saying that the "Soviet leaders let it be known . . . that they would appreciate it if the Polish government adopted an intransigent attitude in this matter." Go-

mulka claimed it had been necessary to wait for all the documents to appear. In any case, the subsequent anti-clerical campaign showed every sign of careful planning.

The initial blast came on December 10 from *Zycie Warszawy*, followed by attacks in other papers and, on the 12th, by a long editorial in *Trybuna Ludu*, the party daily.

The topic was then aired in the Sejm. Catholic deputy Jerzy Zawiewski replied on December 14, stating specifically that he was speaking on behalf of the ZNAK Group. He admitted that the letter had contained "certain formulations which society took in an unfortunate way, as well as formulations which, as it turned out, could be the subject of false interpretation." He also said the bishops should have informed the government of their move. But his appeal for an end of polemics went unheeded.

On December 18 three Warsaw mast-circulation dailies—*Zycie Warszawy*, *Sztandar Młodych* and *Zolnierz Wolnosci*—carried a long attack by Colonel Zbigniew Zaluski (a popular writer and political officer in the army) claiming that the "voice of the bishops speaking on political matters is far from being the voice of the Polish Catholics." Other articles flooded the nation's press over the following days and up into January, the gist being that the Polish bishops had no right to take initiative in political matters that they had no right to grant forgiveness to the Germans in the name of the Poles, that as Poles they had no reason to ask forgiveness from the Germans for anything, and that they were giving away trump cards that might be of use in future negotiations with the Germans. On December 18 the weekly *Forum* (Warsaw) published what it said was the complete text of the letter.

"I Have No Catholic Press"

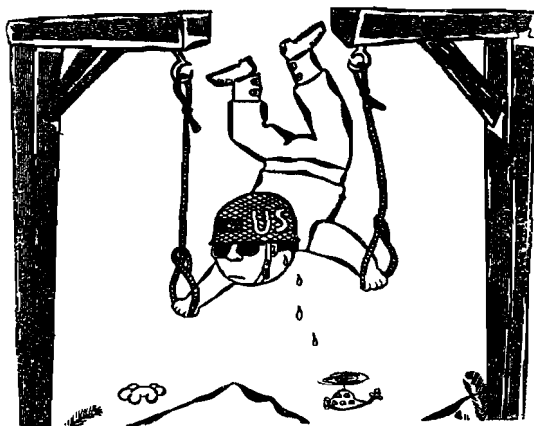
The hierarchy countered with a special communiqué on Friday, December 17, read in all Catholic churches on the following Sunday. The bishops reminded their critics that they had sent letters of invitation to attend millennium celebrations in Poland to every Catholic episcopate

in the world, and that the letter to the German episcopate had, "like all the others, the character above all of a Church document . . . [which does not] encroach in any way on the rights of the state." Furthermore, "contrary to some views," the Polish episcopate "maintains the viewpoint of the inviolability of the western frontier of Poland." (Reuters). In his sermon of December 19 Cardinal Wyszynski charged that the *Forum* edition of bishops, memorandum contained ten distortions, and he complained that he had no Catholic press in which to defend himself and the Church.

Trybuna Ludu shot back that the *Forum* text had been "translated in full from the Western press, above all by the West German Press agency DPA, which published these documents emphasizing that they are complete texts." The editorial also claimed that the bishops' communiqué avoided several basic questions, such as why the Church leaders had found it necessary to "justify themselves before West German bishops because of the fact that the Western Territories had been returned to Poland," or why they had referred to the Potsdam Agreement as an "order of the victorious powers." "Who, asked the editorial had authorized the bishops to forgive the "crimes committed against the Polish nation, by Nazi Germany," and in whose name and for what had they asked forgiveness of the Germans?

Cardinal Wyszynski presented still another defense of the Polish episcopate's initiative in his Christmas Day sermon, stressing the theme of peace. "When we told the world the most Christian of words, 'We forgive,' not everyone understood. Some people wondered why we were forgiving," the Cardinal remarked. "There was a little paganism in this wondering. But fortunately this was the official paganism and not the paganism of the nation." He said that in a country where "peace" is proclaimed everywhere, on books, banners and "even on the walls," it should not be an empty word. (UPI, December 25.)

On December 31, Bishop Zygmunt Choromanski of Warsaw told a congregation that the Church had been abused by hostile propaganda, but



A US soldier works out with the gallows on his day off in Vietnam. Kadar's "new image" does not mean the communists have given up official attacks on American ideals and policies.

Ludas Matyi (Budapest)

that Poland would remain a Catholic country "whether anyone likes it or not." (Reuters).

German Views

In West Germany the letter from the bishops was well received. Cardinal Doepfner of Munich asserted on Christmas that the Polish episcopate was enduring "much hard ship; "efforts are being made to separate them from their faithful, because they have . . . truthfully, without betraying or even concealing their ardent love for the Polish people, extended to their episcopal colleagues and the whole German people the hand of brotherly communion of forgiveness and togetherness." In his New Year's speech Cardinal Doepfner stressed that the letter was in the spirit of the Vatican Council and that the true intent of the message as well as the German Catholic's response had been "ministerpreted and falsified only in Poland and East Germany." (Reuters).

The East German party daily *Neues Deutschland* attacked the East German bishops for going along with the letter and accepting the Polish invitation (December 24). The editorial found that the prelates had entered into a "very strange area," and charged that the letter was directed

against "the peace policy of our government and, moreover, against our state in general." Further, the whole initiative was in the spirit of Bonn revanchism and aimed at isolating East Germany.

Official West German spokesman took an equivocal attitude toward the affair. In an interview with reporters on January 3, Vice Chancellor and Minister of All-German Affairs Erich Mende made several criticisms, though he stressed that this was his own personal viewpoint and that the matter was still under study by officials. He stated that he felt it wrong to bring up the issue of territorial changes outside the context of a peace treaty, specifically referring to the conciliatory October Memorandum issued by the West German Evangelical Church. He took issue with the idea that "territorial changes are a matter of God's judgment," and said that individual and premature renunciation weakened the negotiating position of the government and did not improve the political climate. Mende further took exception to "certain historical evaluations contained in the letter of the Polish bishops . . . which cannot be lightly regarded even if one knows under what political pressure the Polish bishops are forced to live."

In a carefully worded statement to *Der Spiegel*, Johann-Baptist Gradl, Mi-

nister of Refugee Affairs, conceded that the Federal Republic would have to make concrete "sacrifices" if reunification is ever to be achieved; he further explained that an eventual settlement with Poland would mean borders "different from the frontier of 1937." Nevertheless, he stressed that no concessions could be made before a peace treaty is negotiated with the USSR and Poland, and avoided stating that "sacrifices" specifically meant the renunciation of territory east of the Oder-Neisse River. (The New York Times).

Concessions to Private Shops

Private enterprise is being cautiously encouraged. Continuing recent efforts to develop a better system of handicraft and service enterprises, the Ministry of Finance announced special incentives and tax allowances to private businesses at the end of December. All workshops employing up to four paid workers will be given the 20-percent income tax reduction formerly allowed to family enterprises. The two year moratorium on taxes allowed to all new handicraft workshops (in the countryside or in towns of less than 20,000) has been extended to 1970. Newly-opened catering establishments will pay no taxes, and others, especially those serving no alcohol and those serving tourists, will benefit from tax reductions.

Poland, a nation of over 30 million people, had 141,000 workshops in mid-1965; at present there are only three catering establishments per 10,000 inhabitants, compared to 19 in Czechoslovakia and 21 in East Germany (Trybuna Ludu, December 18, 23; Tygodnik Demokratyczny [Warsaw],

Pushing Exports

Foreign trade was thoroughly analyzed at a plenary meeting of the party Central Committee on December 15. CC secretary Boleslaw Jaszczuk stated that Poland must step up its exports of machinery and industrial goods, and make them competitive on the international market.

While trade with the USSR has been "successful," Poland's trade

with Western countries is "still unsatisfactory."

Poland exports to those countries products which are particularly sensitive to market fluctuations, products which are the object of the discriminatory policies of the western European integration systems products which bring low economic profits—for example, agricultural food products. This is why, so far as trade with the highly developed capitalist countries goes, Poland still holds the position of an exporter of raw materials and agricultural products.

He further complained that restrictions by the Common Market and European Free Trade Association still limit Polish trade—despite the fact that "the majority of highly-developed countries" have declared that they will grant Poland most-favored nation status.

Machinery Stressed

to 12.4 percent, while fuels, raw materials, and other materials dropped from 62.7 to 36.9 percent. Agricultural products remained more or less at the same level. In 1965, finished industrial products made up approximately half of Polish exports. (Trybuna Ludu, December 16.)

Machinery and installations rose from 10.8 percent of total exports in the period 1951-1955 to 32.4 percent in 1961-1965. Exports of industrial consumer goods rose from 8.8

American Hospital Dedicated

The Pediatrics Clinic of the Cracow Medical Academy was dedicated on December 11 in a restrained ceremony. Known locally as the American Hospital, the project was initiated in 1958 by Wladyslaw Poray-Biermacki of Montclair, New Jersey, and construction was begun in 1961 financed by American funds—a fact obscured by Polish reports that the clinic was "financed and built on the initiative of the American Research Hospital in Poland, Inc., a body which counts among its ranks outstanding leaders of Polish origin." (Trybuna Ludu).

Biermacki was, instrumental in getting the US Congress to appropriate \$ 9 million for the hospital in US-owned zlotys accumulated in Poland from the sale of American produce;

in addition to the counterpart funds, the US government later contributed \$2 million in hard currency from US tax revenues. Of all the coverage on the dedication, only the local Cracow reporter made it clear that the clinic is a gift from the American people. According to the New York Times the new clinic "prompted a decision by the Polish government to erect an entirely new Medical Academy complex on the same site."

Expellee Number Eight

David Halberstam, The New York Times's Warsaw correspondent, became the eighth Western correspondent ordered out of Poland in recent years. Wojciech Chabasinski, head of the Press Department of the Polish Ministry of Foreign Affairs, charged that Halberstam was "dispatching slanderous and offensive reports [from Warsaw] . . . and showing continued hostility toward Poland." Last spring he was taken to task by two Polish newspapers for "tendentious and malicious" reporting in his stories on anti-Semitism in Poland and his coverage of the Chopin Festival international competition. Other western correspondents expelled in recent years include his Times colleague A.M. Rosenthal, who was charged with "probing too deeply" into Polish life in November 1959.

Halberstam was specifically criticized for his December 19 dispatch which stated that the Polish communist party had not "taken root." The Polish people are pro Western and anti-communist, he wrote at that time, "on two scores: on nationalistic grounds, because they are Poles and they believe communism is Russian and therefore alien and because they are Catholics and therefore oppose communism on cultural, social and political grounds as well."

Halberstam married Elzbieta Czyzewska, a leading Polish actress, last June. She is to stay in Warsaw until she settles her current contract obligations.

Pamphlet Distributors Sentenced

Warsaw newspapers announced on January 12 that three university lecturers had been sentenced to three years in prison for "possessing and distributing pamphlets . . . detri-

europaest bulletin

mental to the interests of the Polish state and dealing with political and social relations in Poland." The defendants were Ludwik Hass and Romuald Smiech, both history instructors at Warsaw University, and Kazimierz Badowski, an economist from Cracow University. Informed sources said the pamphlets were those written and published by two other Warsaw University lecturers, Karol Modzelewski and Jacek Kuron—who themselves received three-and-one-half and three-year sentences last July for discussion. The date of the latest trial session. The date of the latest trial was not given. The Modzelewski-Kuron pamphlets called for freedom of discussion—though within the communist framework—and severely criticized the policies of the present leadership.

New Appointments

Several appointments made by the Sejm on December 14 will increase the number of experienced technocrats at the top level of government. Professor Mieczyslaw Klimaszewski was elected deputy chairman of the Council of State, taking over the post left vacant by the death of Professor Oskar Lange last fall, and Julian Tokarski was elected a new member of the same body. The appointment of the Klimaszewski, who is rector of the Jagiellonian Univer-

sity, follows the formula of having one well-known scholar as deputy chairman of the Council of State, but marks the first time a non-party member has been given such a Polish People's Republic. Tokarski's "promotion" is essentially the kicking upstairs of an old stalinist apparatchik. A man without formal education, he was Minister of Heavy Industry at the time of the workers' riots in Poznan in 1956 and since 1959 has been a deputy premier responsible for supervising investments in the national economy.

Tokarski's position in the cabinet has not yet been filled, but other ministerial appointments included Edward Sznajder as Minister of Internal Trade and Professor Henryk Jablonski as Minister of Higher Education. At 45, Sznajder is the youngest of the new appointees; he had served as deputy chairman of the State Planning Commission since 1963 and earlier was deputy chief of the ministry he now heads. Jablonski, a historian, had been science secretary of the Polish Academy of Sciences since 1955. All three are party members and Jablonski and Tokarski are full members of the Central Committee.

Mieczyslaw Lesz the man replaced by Sznajder, was named Minister without Portfolio and first deputy chairman of the Committee for Science and Technology. Lesz is a graduate engineer with past experience at the

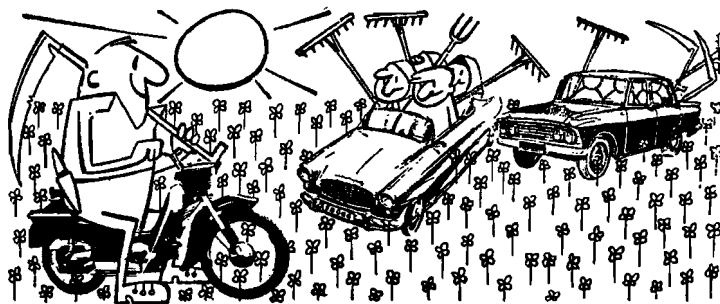
Ministry of Mining and Power, on the State Planning Commission, and on the state council on the peaceful uses of atomic energy.

At the second level, Jan Chylinski, the son of the late Boleslaw Bierut, was appointed Deputy Minister of Heavy Industry in charge of the machine industry; at age 40 he is already one of several deputy chairmen of the Committee of Science and Technology. (*Trybuna Ludu*).

Non-Governmental Changes

Professor Witold Nowacki, 55, succeeded Professor Jablonski as the science secretary of the Polish Academy of Sciences. He has been deputy secretary since 1957, working mainly on the planning of scientific research, as well as chairman of the Faculty of Mathematics and Physics at Warsaw University. At the party's fourth congress in 1964 he was named candidate member of the Central Committee.

Within the party, Edward Baluch was promoted from deputy chairman of the CC Organizational Department, replacing Mieczyslaw Marzec; he has been a CC member since June 1964. Kazimierz Barcikowski, former chairman of the Rural Youth Association, is Baluch's new deputy. Both men belong to the younger generation of party workers. (*Trybuna Ludu*).



Advanced mechanization in Czechoslovakia.

Obrana Lidu (Prague)

ROMANIA

Constantinescu Comeback

Miron Constantinescu, the former Politburo member and planning chief who was removed from his posts in July 1957 on charges of anti-party activities and "deviation" on the de-stalinization issue, is apparently once again in political favor. The *Official Bulletin*, September 27, reported that Constantinescu had been named Deputy Minister of Education. Although he is once again a member of the government, Constantinescu's present position cannot be compared in influence to the role he previously played in determining the course of Romanian events.

Constantinescu's ouster in 1957, and his subsequent removal from the party Central Committee in 1960, were never clearly explained, and the actual reasons for his downfall are probably known only by those intimately acquainted with the ins and outs of the power struggle within the Romanian party. Officially, Constantinescu was accused of criticizing the late party chief Gheorghiu-Dej's policy during the 1956 Polish and Hungarian upheavals, of an incorrect interpretation of the meaning for Romania of the Twentieth Soviet Party Congress, and of attempting to

hide his responsibility for a series of deviations he had been guilty of during the height of Ana Pauker's influence. In brief, he was accused of deviations of the right and left. He was also accused of opposing higher investments in non-ferrous metallurgy and in the power and machine building industries. One of his accusers at the time of his removal was party Secretary-General Nicolae Ceausescu.

Whatever the context of the intra-party struggle, Constantinescu apparently retained his following and reputation as a leader of the younger generation of communists and as an exponent of a more nationalistic communism. As Minister of Education following the Hungarian Revolt, he was instrumental in appeasing restless students, particularly in Transylvania. In the past few years he has been involved in historical research, has worked on the party's new history of Transylvania and has attended conferences of historians in Budapest and Vienna, where the Romanian delegates took pains to lay stress on national tradition in political thought.

about 1.5 billion lei will go for the building of new institutes and laboratories. (In the 1961-65 period, the government spent 5.5 billion lei on scientific research and has at present 264 scientific research units and 820 departments in higher educational institutions where 13,000 scientific workers are engaged.) Of crucial importance will be the training of new scientific cadres so that the total number of persons engaged in scientific research will exceed 30,000.

Ceausescu also laid stress on the importance of international scientific contacts. Through his address, the party leader underscored the tie between research and economic development; he concluded by saying that scientific advancement would, among other things, guarantee Romania's sovereignty. One of the main aims of the reform was clearly to raise the low technological level of industrial production which has, for instance created difficulties in the sphere of foreign trade.

New State Budget

In the 1966 budget adopted by the Grand National Assembly, expenditures are to increase by about 14 percent over 1965, rising from 93.3 billion lei to 106.3 billion. Revenues are to go up 10 percent, rising from 97.4 billion lei to 107.3 billion. Defense expenditures will constitute about 4.5 percent of the total expenditures, which is about the same proportion maintained in the 1965, budget although in actual terms, the money reserved for defense will increase from 4.5 billion lei to 4.8 billion. (*Scinteia*)

The 1966 Plan

At a December National Assembly session, Prime Minister Maurer reported on the 1966 economic plan which, in accordance with the overall five-year-plan for 1966-70, reflects a somewhat decelerated rate of industrial growth as compared with the previous period. This year, heavy industrial production is to increase by 10.7 percent over 1965,

Science Reform Slated

At a Central Committee meeting, December 8-10, the party took steps to reorganize scientific research activities so that they will be more closely linked to the nation's economic needs. The draft bill on the reform, as presented by party Secretary-General Ceausescu to the Grand National Assembly on December 20, will involve the setting up of a National Council of Scientific Research under the Council of Ministers, and the establishment of a number of coordinating and territorial commissions in key centers. The National Council will, in effect, be charged with overall supervision of scientific research work, e.g., with creating projects seeing to it that they are carried through, insuring that research is coordinated, etc. Such an organ will, in fact, assume a respon-

sibility for guaranteeing the advancement of Romanian technology. The Council will consist of 80 to 90 members—scientists, heads of ministries, industrial specialists, etc.—and its executive bureau will comprise about 17 members.

In emphasizing the need for reform, Ceausescu complained that in the past the Romanian Academy had underestimated the practical importance of achievements in the technical sciences. He also complained over the rigid and dogmatic attitudes that had hindered scientific advancement, and rejected the notion that Romania should rely on importing licenses and abandon domestic research. In the next five-year plan, he said, over seven billion lei will be spent on developing the technical-material base of science out of which

light industry by seven percent, and production in the food industry by 10 percent. (The respective planned percentage increases in 1965 were 13, 12.5 and 11.) Some of the specific planned increases announced were (1965 planned increases are in parentheses): machine building, 11.5 (13); power 14.5 (29); and the chemical industry, 22 (24). The target for the latter was the highest set for a major industry.

Investments in 1966 will increase by as much as 14 percent (in line with the five-year-plan program for rapid growth in investments) to 46.4 billion lei. Of this total 5.7 billion lei, or 12.3 percent, is allocated to agriculture. Last year, 4.7 billion lei went to agriculture out of a total investment of 40.7 billion lei; both sums fell short of plan targets.

Other goals 1966 include a 12 percent increase in the foreign trade volume and a seven percent rise in the national income. On the whole, the 1966 plan places primary emphasis on industrialization at the expense of agriculture and a higher living standard. (Scinteia).

Trade with USSR

A long-term trade agreement for 1966-70 and a protocol for 1966 trade were signed between Romania and the Soviet Union on December

25. The new five-year trade pact provides for a volume of exchange amounting to 3.8 billion rubles, representing a 30 percent increase over the volume of trade in the 1961-65 period (Radio Bucharest). When compared with recent trade accords signed between Moscow and other east European governments, the planned increase of 30 percent is surprisingly low; however, the Soviet share in Romania's foreign trade still remains a good deal higher than it is the case of Poland or Hungary, which are to double their trade with Russia in the forthcoming five-year period.

Under the new five-year pact, Romania is to deliver to the USSR drilling equipment and other installations for the oil industry, electro-technical equipment, ships, trailers, tank cars, oil products, rolled steels, tubes, synthetic rubber, furniture, ready-made clothing, knitwear and other items. Romania will import machine tools, hoisting, transport and building equipment, electro-technical and telecommunications equipment, automobiles, coke, coking coal iron ore, ferro-alloys, non-ferrous metals, rolled products and other commodities.

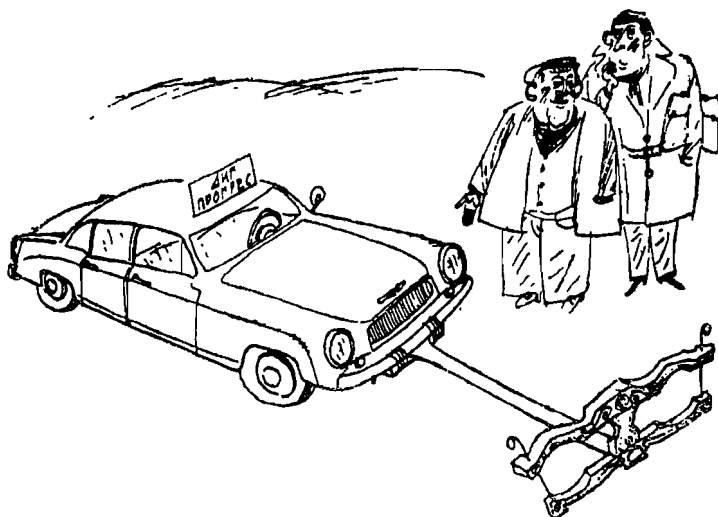
Scientific Exchange with US

Representatives of the Romanian

and US Academies of Sciences initiated a memorandum in Bucharest on December 13, concerning an agreement on scientific cooperation within the framework of the arrangement concluded between the two governments in 1965 on exchanges in the fields of culture, education, science and technology. The memorandum provided for mutual visits, collaboration in research, conferences on special problems and the exchange of publications and information. The leading members of the US delegation were Professor Frederick Rossini, Dean of Notre Dame University, Professor George Pallade of the Rockefeller Foundation, and Professor Marvin Chodorow of Stanford University. (Radio Bucharest).

New Ministries Formed

The State Council issued decrees on December 18, providing for the establishment of three new ministries to take the place of the Ministry of Transport and Telecommunications. The new ministries are for Railroads; for Motor, Water and Air Transport, and for Postal and Telecommunications. Dumitru Simulescu will take over as Minister Railroads, Ion Voicu will head the Ministry of Motor Water and Air Transport, and Mihai Balanescu is the new chief of the Postal and Telecommunications Ministry.



"We made the car for our director. That yoke in front is exactly to his taste and specifications".

Sturshel (Sofia)

DELEGATION TO MOSCOW CONGRESS STATES ROMANIA'S POLICY

(Bucharest/FRP) The principal members of the Romanian Delegation attending the Soviet Communist Party Congress were Party Secretary Ceausescu, Premier Maurer, Draghici, who has shot into prominence since Gheorghiu-Dej's death, and Niculescu-Mizil, Secretary of the General Committee. Ceausescu addressed the Congress. After praising Soviet achievement, he blew Romania's trumpet with regard to her progress in industrialisation and the « multi-lateral » economic development of the country. He spoke of the strong ties between Romania and the Soviet Union but at the same time affirmed Romania's right to « collaborate » with all countries, irrespective of their social system. « Every nation », he said, « has the sacred right to choose the course of its political, economic and social development in accordance with its will and interests ». As regards the « difficulties » within the Communist camp, he claimed that these were not unsurmountable and all that it required was a little persistence, a sense of responsibility and patience.

GENERAL DE GAULLE FOR ROMANIA?

(Bucharest/FRP) According to well informed sources, General de Gaulle is to pay an official visit to Romania during the coming summer.

PEASANTS FACE «BREAD BARRIERS»

(Bucharest/FRP) Check points have been established at the exits from every town to prevent trading by peasants in such commodities as bread and paraffin. Paradoxically, there is hardly any bread to be had in the country, whereas the supplies in town, where bread is rationed, are reasonable. Bakers have been warned not to sell bread to anyone obviously a peasant. Consequently, peasants have been bribing town dwellers to buy bread for them.

EGGS FOR PARAFFIN: In spite of the Government's claim that most of Romania's villages have been connected to the electricity grid, the main source of light and heat in the coun-

tryside is still paraffin. This, too, is in short supply and peasants have been coming to the cities to barter eggs for paraffin.

ELECTRIC BUILD-UP

(Bucharest/FRP) Romania trebled her power generating capacity between 1950 and 1963. Present plans call for doubling electricity output every five years. Some 60% of the total electric power used goes into industry. Twenty-four major power stations have been built during the last 12 years. By 1962 a power grid had joined up 95% of the country's sources of electric power and in 1963 this grid was connected to the power systems of the Soviet Union, Czechoslovakia and Hungary. Although Romania has a vast hydro-electric potential, only 7.3% of the power produced comes from this source. The massive Iron Gates project is due for completion in 1971 and will add another 10 billion kilowatt hours to the country's power supply. There are four other hydro-electric projects under consideration on the Danube and these are estimated to produce a further annual output of 9.4 billion kilowatt hours.

DISCOURAGING EMIGRATION

(Bucharest/FRP) It is estimated

that about one hundred Jewish students enrolled in Romanian universities have been suspended because either they or their parents had applied for permission to emigrate to Israel, which was refused. Although some of these students have since declared that they no longer intend to leave Romania, they are not being allowed to resume their university studies

80 GERMANS LEAVE ROMANIA

(Bucharest/FRP) The West German Red Cross has obtained permission for a further 80 members of the German minority in Romania to leave the country. Of the 380,000 Germans still in Romania some 70,000 have applied to emigrate. The Romanian Government, eager to do business with West Germany, is using the German minority as a bargaining counter with which to obtain economic concessions.

ALBANIAN AMBASSADOR RECALLED

(Bucharest/FRP) Albania's Ambassador to Bucharest was granted an audience by Head of State, Chivu Stoica before leaving Romania for another appointment. In recent months U.S.S.R.'s, Red China's and Albania's ambassadors to Romania have all been replaced.



« Foreigners think life is all black here., "Why?., "Because they see our documentaries,, »

Borba (Belgrade)

L'OTAN ET LA FRANCE

Après le sensationnel retrait du gouvernement français de l'Alliance Atlantique, il nous paraît intéressant de faire le point de la situation. Où en est la France et quel est l'armement dont elle dispose?

LE BUDGET MILITAIRE D'UN PAYS, MOTEUR DU PROGRÈS TECHNIQUE

Pour moderniser ses forces armées et les mettre à même d'assurer la protection de son territoire, la France poursuit depuis quelques années l'application d'un « plan de réarmement à long terme », jalonné par des « lois de programmes » qui fixent, de cinq ans en cinq ans, les objectifs à atteindre et les moyens à y consacrer. C'est dans ce cadre général que s'inscrivent maintenant les budgets militaires annuels.

Les dépenses militaires de la France s'élèveront en 1966 à quelque 22 milliards de francs nouveaux, en sensible augmentation sur celles de 1965 (20,8 milliards).

L'effort financier s'accroîtra donc chaque année, mais ce gonflement des crédits militaires reste parallèle à celui du produit national brut. Le pourcentage se stabilise autour de 6,5%, chiffre analogue à ceux de l'Allemagne fédérale et de la Grande-Bretagne qui, eux aussi, se sont fixés aux environs de 6% et de 7%.

Autre remarque. En 1966, les dépenses dites d'équipement (matériels, armement, in-

vestissements) ont légèrement dépassé — et cela pour la première fois depuis un quart de siècle — les dépenses de fonctionnement (personnel, entretien). C'est là la caractéristique d'une armée en voie de modernisation.

Quant aux effectifs militaires, ils ont dès à présent atteint le niveau le plus bas: 600.000 hommes, contre un million en 1962. Cette « déflation » massive — qui touche surtout l'armée de terre — a été menée de pair avec le perfectionnement continu des armements. Toutes les armées modernes connaissent la même évolution.

Enfin, dans la masse des dépenses d'armement, leur répartition fait apparaître une parité presque parfaite entre les crédits affectés aux forces nucléaires stratégiques et les crédits affectés aux autres matériels d'armement, non nucléaires. Le gouvernement français, ayant décidé la création d'une force nucléaire, lui a accordé une priorité absolue sur le plan financier.

LES TROIS GÉNÉRATIONS DE LA FORCE NUCLEAIRE FRANÇAISE

Ordonnée par la loi de programme de 1960, la création de la première génération de la force nucléaire stratégique est aujourd'hui une réalité. Elle sera entièrement prête dans le courant de 1966 et mise en alerte opérationnelle, avec ses 50 avions de bombardement supersonique « Mirage IV », munis de leurs bombes « A », accompagnés de leurs avions ravitailleurs, installés sur leurs bases aériennes toutes reliées à un poste central de commandement.

Désormais, l'effort pourra être porté sur la préparation de la 2ème et de la 3ème générations. L'année 1966 verra l'achèvement des engins solsol balistiques stratégiques à têtes nucléaires et la réalisation de leur infrastructure dans une région de Haute-Provence. On peut penser que les premiers silos de lancement seront mis en service en 1968 et les derniers en 1970. Toutes les conditions sont réunies pour que la troisième génération entre un service très peu d'an-

nées après. Le premier des sous-marins à propulsion nucléaire qui la constitueront est en construction à Cherbourg. Depuis plus d'un an, le prototype à terre de son appareil propulsif fonctionne normalement à Cadarache, sur la Durance; le sous-marin expérimental « Gymnote », destiné aux essais à la mer de divers équipements et au lancement des fusées mer-sol balistiques stratégiques, a fait, au mois d'août 1965, sa première plongée. Le deuxième sous-marin sera mis en chantier au début de 1966.

Parallèlement, des champs de tir et d'essais sont en cours d'aménagement. Pour les fusées stratégiques, le polygone des Landes (au sud de Bordeaux) sera prêt au début de 1966 et le Centre d'essais du Pacifique (Polynésie française) dans le courant de l'année. Pour la production des matières fissiles, le complexe nucléaire de Pierrelatte, qui doit fournir l'uranium enrichi, sera mis en service en 1967.

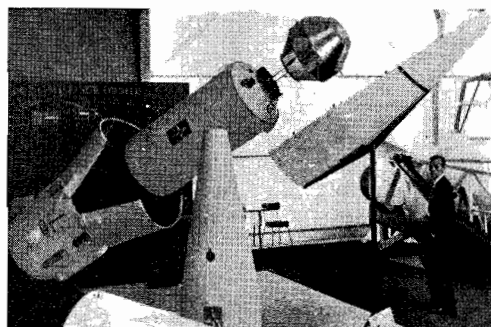
Comme l'a déclaré récemment M. Messmer, ministre des armées: « L'armement atomique française est un fait définitivement acquis... ».

L'ARMÉE DE L'AIR ET LES APPAREILS DE CONCEPTION FRANÇAISE

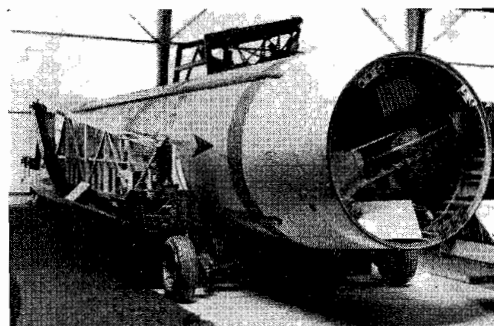
L'armée de l'air est chargée de mettre en oeuvre les avions de la force aérienne stratégique. Mais le gros de ses matériels et de ses effectifs entrent dans la composition de la force aérienne tactique.

Celle-ci poursuit sa modernisation, en continuant à recevoir en 1966 des avions « Mirage III » de modèles divers qui remplaceront les « F 84 » et certains « F 100 ». En collaborations avec la Grande-Bretagne, un projet d'avion-école et d'appui tactique a été défini; sa fabrication sera menée en commun par les industries anglaise et française, en vertu d'un accord conclu au mois de mai 1965. En outre, un nouvel appareil (un avion de combat à géométrie variable) doit être adopté en 1966, toujours en coopération avec les Britanniques, qui pourrait être mis en service après 1972. Pour la première fois dans l'histoire, la Grande-Bretagne et la France ont pu, en temps de paix, se mettre d'accord pour étudier et réaliser en collaboration un grand programme aéronautique militaire. Ceci, sans parler du programme civil du « Concorde ».

Par ailleurs, l'avion franco-allemand « Transall », appareil de transport militaire, en est au stade de la construction en série et de l'expérimentation tactique des six avions dé-



LANCEUR SATELLITE
" DIAMANT "



LANCEUR SATELLITE
" DIAMANT "
[1er étage]

jà livrés en 1965. 50 avions ont été commandés par l'armée de l'air française, 110 par la Luftwaffe.

Enfin, la couverture radar de l'espace aérien national, aussi utile pour la protection civile que pour la police du ciel et pour l'engagement éventuel des forces aériennes, a été complétée en 1965 et sera renforcée en 1966.

L'O.T.A.N. SUR LE TERRITOIRE FRANCAIS**1. Principales bases de pays membres.****Canada :**

— bases aériennes de Metz et Marville.

Etats-Unis

- dépôt logistique de Châteauroux.
- base aérienne d'Evreux.
- complexe logistique et aérien de Toul-Rosière.
- commandement américain en Europe. (EU. COM) du camp des Loges (St-Germain-en-Laye).
- et services divers.
- facilités accordées pour l'utilisation des ports de La Rochelle et de Saint-Nazaire.
- les installations du SHAPE à Rocquencourt.
- dépôt logistique de Châteauroux (à côté du dépôt logistique américain).

2. Principales bases et installations O.T.A.N.

- pipe-line La Rochelle - Orléans - Nancy.
- plusieurs dizaines d'aérodromes de dégagement assurant la dispersion des unités aériennes en cas d'alerte.

3. Il y a lieu de souligner l'importance de la couverture-radar O.T.A.N., fortement intégrée, pour la défense aérienne de l'Europe occidentale, et pour la dissuasion.

LA MARINE ET LE CENTRE DU PACIFIQUE

De même que l'armée de l'air a pris en charge la force aérienne stratégique, c'est à la marine que reviendra, dans quelques années, la mise en oeuvre de la force sous-marine nucléaire stratégique.

En attendant, elle s'attache à accroître la puissance de sa flotte d'intervention. Son tonnage, qui atteint 320.000 tonnes, continuera à augmenter pendant l'année 1966. Grâce aux constructions entreprises dès la fin du deuxième conflit mondial, cette flotte est, dans l'ensemble, moderne et de haute qualité.

Un certain nombre de bâtiments sont en chantier ou le seront incessamment: deux frégates lance-engins, des sous-marins type « Daphné » à hautes performances, la première des cinq corvettes de 3.200 tonnes prévues dans la loi de programme de 1960, un transport de chalands de débarquement de 5.800 tonnes. En même temps, plusieurs escorteurs sont en cours de refonte: soit en lance-missiles « Tartar », soit en unités de détection et de lutte anti-sous-marine. Six sous-marins du type « Narval » sont modernisés.

D'autre part, sa participation importante aux travaux de création du Centre d'essais du Pacifique a permis à la marine de se donner la flotte logistique qui lui manquait. Pendant toute la durée des opérations du Centre, la marine française armera dans le

Pacifique ou pour les rotations vers la métropole, plus de 60.000 tonnes de bâtiments. A quoi il faudra ajouter, pendant les périodes des essais, un autre ensemble de 60.000 tonnes, dont un porte-avions avec ses aéronaves.

Quant à l'aviation embarquée, elle est la meilleure, par son nombre et sa qualité, que la marine française ait jamais eue. En 1966, elle sera renforcée par les premiers hélicoptères « Super-Frelon » de série. L'aviation lourde basée à terre recevra au début de 1966 son premier « Bréguet-Atlantic » qui sera suivi par 39 autres appareils du même modèle, en remplacement des vieux « Neptune ».

LE PROBLEME DE LA MODERNISATION DES FORCES TERRESTRES

Le plan à long terme a prévu, pour l'armée de terre, des forces de manoeuvre formées par cinq divisions mécanisées et une division plus légère spécialisée dans les interventions outre-mer, à longue distance. Cette dernière grande unité possède un armement et des équipements au complet, ou presque. Mais la situation des unités mécanisées stationnées en Allemagne ou en France n'est pas aussi favorable; leurs principaux matériels blindés sont anciens.

Certes, des progrès ont été enregistrés dès 1965; il s'agit de l'entrée en service de 60 chars AMX anti-aériens, d'engins « Hawk » fabriqués en France, qui équiperont trois régiments d'artillerie anti-aérienne, de 160 véhicules AMX transport de troupe. Les chars légers AMX de 13 tonnes sont encore excellents, mais ils ont 14 ans d'âge. Pour remplacer les vieux « Patton », un nouveau char moyen, l'AMX de 30 tonnes, commencera à être construit en série en 1966. Malheureusement, la cadence de sortie de ces matériels devra être ralentie pour des raisons financières. D'autres véhicules de combat (comme l'engin blindé léger, comme le transport de troupe blindé, comme le véhicule tactique léger) qui seraient fort nécessaires pour relever les matériels périmés ou sur le point de l'être, ne pourront être fournis aux unités de l'armée de terre que plus tard.

Plus que l'aviation ou la marine, ce sont les forces terrestres qui pâtissent le plus de la priorité accordée à la force nucléaire stratégique. Oui, leur modernisation subit un certain retard; mais il faut bien se rendre compte que la véritable modernisation de l'armée de terre ne sera réellement acquise que le jour où seront disponibles les armes atomiques tactiques de fabrication nationale...

GEORGES MAREY

QU'EST-CE QUE L'O.T.A.N.

I — Le Conseil de l'Atlantique Nord est l'organe suprême de l'Alliance. Il peut se réunir soit au niveau ministériel soit à celui des Représentants permanents. Il définit la politique générale et la politique de défense de l'Alliance.

II — Le Comité militaire est la plus haute autorité militaire de l'O.T.A.N. Il est constitué par les chefs d'état-major de chacun des pays membres. France: le général Ailleret. Siège à Washington (USA).

III — Le Groupe permanent est l'organe exécutif du Comité militaire. Il est l'organisme supérieur chargé de la haute direction stratégique dans les zones où opèrent les forces interalliées O.T.A.N. A ce titre, les commandements de l'O.T.A.N. sont responsables devant lui. Il est composé des représentants des chefs d'état-major des Etats-Unis, de la France et du Royaume-Uni. France: le général Houssay. Siège à Washington (USA).

IV — Les grands commandements

1. Le commandement allié de l'Atlantique.

De l'Arctique au Tropique du Cancer, et des eaux territoriales de l'Amérique du Nord aux côtés d'Europe et d'Afrique, y compris le Portugal, à l'exclusion de la Manche et des Iles Britanniques.

Commandant: un amiral américain. Siège à Norfolk, Virginie (USA).

2. Le Comité de la Manche et le Commandement de la Manche.

La Manche et la partie méridionale de Mer du Nord. Commandant: un amiral britannique, assisté d'un conseiller pour l'Aéronautique maritime, qui est un général d'aviation britannique. Sièges à Londres et à Portsmouth (R.U.).

La défense du territoire du Royaume-Uni ne tombe sous la responsabilité d'aucun des hauts commandements de l'O.T.A.N. et présente de ce fait un caractère national.

3. Groupe stratégique régional Canada-Etats Unis.

Zone de l'Amérique du Nord. Commandement: un général américain. Siège à Washington (USA) et à Ottawa (Canada).

4. Commandement suprême des forces alliées en Europe (SHAPE).

Du cap Nord à la Turquie (sauf le Portugal, et la Grande Bretagne, comme indiqué ci-dessus). Commandant: général Lemnitzer (USA). (L'adjoint logistique est le général français de Monjamont). Outre ses forces propres, le SHAPE dispose de moyens américains mis pour emploi à la disposition du Commandant suprême, notamment sous-marins nucléaires à fusées Polaris. Siège à Paris (Rocquencourt).

a) Commandement Nord-Europe.

Du cap Nord aux Détroits de la Baltique, c'est-à-dire la Norvège, les approches de la Scandinavie et les approches de la Baltique. Commandant: un général britannique. Siège à Oslo (Norvège).

b) Commandement Centre Europe.

Danemark, Hollande, Belgique, Luxembourg, Allemagne, France, Commandant: le général français Crépin (forces terrestres: un général allemand; forces aériennes: un général britannique). Forces: Allemagne: 12 divisions

Etats-Unis: 6 divisions;

France: environ 2 divisions.

Grande-Bretagne, Belgique, Pays-Bas: au total la valeur de 2 divisions.

Les forces aériennes française à la disposition de l'O.T.A.N. (1^o C.A.T.A.C.) dépendent en fait du commandement aérien tactique français en vertu d'un décret récent. Elles représentent environ le 1/10 des forces aériennes de Centre-Europe. Siège à Fontainebleau.

c) Commandement Sud-Europe.

Italie, Grèce, Turquie.

Commandement: un amiral américain (placé à ce poste en raison de la présence en Méditerranée de la 7^e Flotte américaine). Siège à Naples.

d) Commandement Méditerranée.

Commandant: un amiral britannique. Siège à Malte.

N.B. — Depuis que le gouvernement français a repris la libre disposition de ses forces navales, les officiers de marine française, sont pratiquement absents des états-majors en tant qu'officiers « intégrés ».

LA VIE DES SYNDICATS EUROPÉENS

Aux Pays-Bas on envisage la fusion des syndicats européens dans le cadre de la C.E.E.

L'actuelle coopération des fédérations syndicales affiliées à la Confédération internationale des Syndicats libres (C.I.S.L.) dans les six pays de la Communauté économique européenne devrait, graduellement, conduire à leur fusionnement en une centrale syndicale européenne unique, déclare une résolution adoptée par le Congrès de la fédération syndicale des Pays-Bas, la N.V.V., et qui s'est tenu du 30 mars au 2 avril 1966 à Amsterdam. Une coopération des plus étroites devrait être recherchée avec l'Organisation européenne de la Confédération internationale des Syndicats chrétiens (C.I.S.C.). Toutefois, déclare la résolution, aussi longtemps que les organisations syndicales affiliées à la Fédération syndicale mondiale (F.S.M.), contrôlées par les communistes, n'acceptent pas les principes démocratiques des autres organisations syndicales, toute coopération avec ces organisations membres de la F.S.M. demeurera impossible.

Le Congrès, qui célébrait le 60ème anniversaire de la N.V.V. et auquel participaient 800 délégués et 200 invités, a adopté une autre résolution concernant la participation des travailleurs à la constitution de capitaux et les « salaires d'investissement » en tant que moyens d'arriver à une distribution plus équitable de la richesse.

A. H. Kloos, Président de la N.V.V., qui été nommé Chevalier de l'Ordre du Lion des Pays-Bas, à l'occasion de l'anniversaire, a parlé du long chemin que la N.V.V. a parcouru depuis l'époque de la société de classe basée sur l'exploitation jusqu'à celle où a été adoptée la conception d'une société qui peut être décrite comme « un état moderne de prospérité ». Dans cet état de prospérité l'entreprise préserve sa liberté de prendre indépendamment des décisions, mais ceci uniquement dans le cadre déterminé par le gouvernement pour sauvegarder l'intérêt général. Kloos a, ensuite, souligné le rôle que jouent les syndicats dans cette société et déclaré que l'amélioration des conditions de travail doit être obtenue au moyen d'une action parlementaire et de négociations avec les employeurs. Cela exige des relations étroites entre les milieux politiques et le mouvement syndical.

LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR L'ÉVOLUTION DU MONDE COMMUNISTE

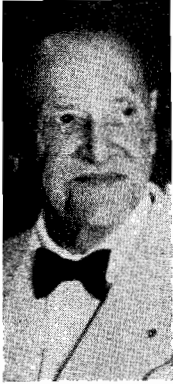
Après une semaine de délibérations, la Conférence internationale d'études sur l'évolution du monde communiste a clôturé ses travaux le 2 avril 1966 au Zeezicht, le centre de vacances de la Fédération générale du Travail de Belgique (F.G.T.B.) à Mariakerke - Ostende. Organisée par le Centre international des Syndicalistes libres en Exil (C.I.S.L.E.), en coopération avec la F.G.T.B. et sous le patronage de la Confédération internationale des Syndicats libres (C.I.S.L.), elle groupa 15 dirigeants syndicalistes d'Allemagne, d'Autriche, de Belgique, de France, de Grande-Bretagne, d'Italie, du Luxembourg et de Suède, ainsi que 10 syndicalistes exilées des pays d'Europe centrale et orientale, sous domination communiste. Manuel Martinez, Président de la section de Bruxelles de l'Union générale des Travailleurs espagnols (U.G.T.) en exil, et Charles Ford, Secrétaire adjoint de l'Organisation régionale européenne de la C.I.S.L. et de la Commission syndicale consultative auprès de l'O.C.D.E., ont également pris part à la conférence.

Les conférenciers étaient: R. Löwenthal, Professeur à l'Université libre de Berlin, qui a parlé des différents aspects du conflit sino-soviétique; M. Gamarnikow, économiste polonais — de la nouvelle orientation économique des pays sous régimes communistes; A. Stroër, Député socialiste autrichien et Secrétaire de la fédération syndicale autrichienne (O.e.G.B.), R. Bothereau, ancien Secrétaire de la Confédération française — Force ouvrière, et J. Möri, Secrétaire de l'Union syndicale suisse et Président du Groupe ouvrier du Conseil d'Administration du B.I.T., ont exposé quant à eux les points de vue du mouvement syndical libre sur les activités internationales des organisations syndicales sous contrôle communiste. Chaque conférence fut suivie d'une discussion.

La séance de clôture qui a été présidée par Milka Krauss, syndicaliste réfugiée d'origine bulgare, a permis aux participants d'établir un résumé de la conférence et d'en tirer quelques conclusions. W. Dehnel, du service des étrangers de la F.G.T.B., a finalement pris la parole, W pour remercier la C.I.S.L. d'avoir organisé la conférence.

A travers l'Europe et le monde

minimum



Les souvenirs de
Somerset Maugham.

Evidemment on parlera encore, en bien ou en mal, de la complexe personnalité de Churchill, l'homme qui a dominé pendant trente ans l'histoire européenne et mondiale et qui fut le responsable moral du déséquilibre actuel du vieux continent, partagé en deux par la pénétration russe dans les pays de l'Est.

Mais « l'homme » Churchill, le stratège, le peintre, le journaliste, le maçon, avait, il faut l'avouer, un certain charme et un humour typiquement britannique.

Somerset Maugham, dans ses « Mémoires » parle de lui avec admiration. « Dans bien des occasions — dit-il — j'ai entendu parler Churchill et jamais ce qu'il disait n'était banal, insignifiant. Winston est un homme plein d'humour et sa conversation, même la plus mondaine, est toujours intelligente. Il aime les mots d'esprit et apprécie ceux qui savent lui répondre. Célèbre fut l'échange de billets qu'il eut avec Bernard Shaw à l'occasion d'une première théâ-

trale du grand écrivain. Shaw avait écrit à Churchill: « Aurai-je le plaisir de vous avoir demain à la première de ma comédie? Je vous ai fait réserver une loge afin que vous puissiez y venir avec vos amis (si vous en avez) ». A quoi

Churchill répondit: « Mon cher Shaw merci de tout coeur. Malheureusement les devoirs de ma charge m'empêcheront d'aller au théâtre demain soir. Je viendrai à une autre représentation (s'il y en aura) ».

Les répétitions de l'histoire

Qui a raison, de Mao ou de Kossyguine? Nous croyons que les Russes et les Chinois ont tort les uns et les autres. Au point de vue économique, la formule communiste a échoué misérablement en Chine comme en Russie, et sur le plan politique elle a abouti à d'épouvantables abus administratifs et à une course aux armements qui absorbe la moitié du revenu national. On ne peut pas nourrir les peuples avec les films des Spoutniks ou avec des plans à la Jules Verne pour la conquête de la Lune.

Mais le procès que Mao fait aujourd'hui au Kremlin nous ramène un peu au passé, au temps de la révolution française. L'histoire se répète... Quand Robespierre fit condamner Danton il n'avait pas de preuves décisives (aujourd'hui elles existent) mais seulement des soupçons. Aussi le procès contre Danton fut-il avant tout un procès politique. Une fois arrêté, Danton devait être condamné à tout prix, au besoin avec de flagrantes illégalités procédurales. Devant le tribunal révolutionnaire l'accusé fit montre d'un courage extrême. Sa mort eut quelque chose de sublime et de poétique qui alimenta une légende certainement plus belle que ne le fut sa vie. Mais le profil moral de Danton reste celui d'un homme sans scrupules qui ne vit dans la révolution que le

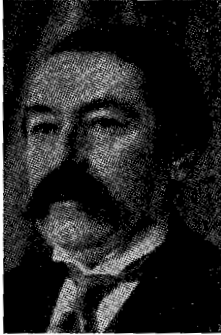


moyen de s'enrichir. Du point de vue de la *logique révolutionnaire*, sa condamnation à mort, judiciairement inique, fut non seulement nécessaire, mais au sens absolu du mot, *juste*.

Si l'on peut s'étonner de quelque chose, c'est que Robespierre ait si longtemps épargné Danton en commettant l'erreur de laisser mûrir les forces qui devaient exploser à Termidor, en conduisant à la guillotine lui-même et tout son parti, provoquant du même coup l'échec politique de la Révolution Française.

Espérons donc que, reporté à notre époque, le conflit entre les révolutions russe et chinoise, amène les mêmes fatales conséquences, un même double écroulement. L'histoire se répète et le monde a besoin de paix et de labeur paisible, et non d'aberrations idéologiques marxisto-léninistes.

Aristide Briand l'Européiste



Le « Bulletin Européen » a publié récemment en seconde page de couverture une photo d'Aristide Briand grand homme politique français, qui fut l'un des premiers à croire dans l'Europe.

Peut-être, aux jeunes européens d'aujourd'hui, qui n'ont pas connu la brillante période de la Société des Nations dont Briand fut l'un des plus acharnés défenseurs, son nom ne dit pas grand chose. Sauf de rares exceptions, la gloire des hommes politiques est éphémère et ne dure que l'espace d'une ou deux générations. Puis vient l'oubli brutal, inévitable.

Clémenceau disait à propos de ses collègues, Poincaré et Briand: « Poincaré sait tout mais ne comprend rien: Briand ne sait rien mais comprend tout ».

L'Angleterre d'hier,
de toujours

La grande Elisabeth disait que pour régner il faut savoir dissimuler. Un jour, un prélat anglais osa remarquer qu'en certaines circonstances ce précepte l'avait poussée à agir plutôt en bonne politique qu'en bonne chrétienne.

Elisabeth répondit:

— Je vois que vous avez lu

La jeune reine des Iles Ha-sauf celui des Rois.

* * *

La jeune reine des Iles Ha-waï, Lilino Kolani, n'était pas très bien accueillie à la cour par les dames de l'entourage de la vieille reine Victoria qui en dépit de la courtoisie que lui témoignait la souveraine, la méprisaient pour la couleur de sa peau. Lilino, sensible à leur hostilité, durant un dîner officiel, dit en souriant à l'une de ses voisines:

— Et pourtant un peu de sang britannique court aussi dans mes veines...

Grande curiosité des dames.

— Peut-être un de nos compatriotes a-t-il connu votre mère?

— Oh non! Mieux encore: la seconde fois que votre célèbre explorateur Jacques Cook arriva dans nos îles... un de mes arrière-grand-pères le mangea...

Style «vienne Europe»

Le prince de Kaunitz, au crépuscule de son âge, se refusait absolument à admettre qu'il était *vieux*. La pensée de sa fin prochaine lui était à ce point insupportable qu'il avait expressément interdit qu'on prononçât devant lui le mot «mort». Il n'admettait pas davantage que l'on parlât en sa présence de la varicelle, la maladie dont était morte l'impératrice et qui évoquait pour lui un souvenir intolérable. Quand on devait lui annoncer une nouvelle funèbre il fallait donc avoir recours à des euphémismes variés.

Si bien que le jour où mourut son vieil ami et confident, le baron Binder, le lecteur du prince, Xaverius Raidt, crut bon de l'en informer en ces termes:

— « Le baron Binder ne se trouve plus nulle part! ».

Radio et Télévision pirates

La puissante BBC anglaise risque d'être mise en difficulté par les radio-pirates: ces émettrices clandestines, qui transmettent à bord de navires ancrés au large des côtes britanniques à peine hors des eaux territoriales et qui se sont multipliées ces derniers temps. L'un de ces postes, Radio-Caroline, a reçu une offre du gouvernement rhodésien, qui voulait financer des émissions pour un chiffre important. Les dirigeants de Radio-Caroline ont dédaigneusement repoussé cette proposition qui heurtait leur loyalisme britannique et ont continué leur activité illégale avec leurs propres programmes. Mais il y a quelques semaines l'entreprise a couru un gros risque: le navire d'où partaient les transmissions a été poussé par la tempête sur un banc de sable le long de la côte de l'Essex et est resté là, échoué, pendant deux jours tant qu'il n'a pas été libéré par la marée haute. Cette fois encore, le gouvernement n'a pu prendre aucune mesure. La tempête avait endommagé l'installation et les occupants ont démontré qu'ils ne pouvaient se livrer à aucune activité clandestine.

Maintenant on parle déjà d'une télévision pirate qui devrait entrer en action dans quelques semaines. Il s'agit de la « Radex Télévision » d'une compagnie londonienne qui se prépare à transmettre pour toute la zone de Londres et l'Angleterre sud-orientale, à savoir pour un public de 18 millions de spectateurs. La station émettrice sera cette fois encore installée sur un bateau battant pavillon étranger, à l'ancre à 14 milles de la côte. Les programmes de la station dureront 18 heures par jour, avec 6 minutes par heure de publicité. Si l'initiative a du succès la BBC sera contrainte de demander une intervention gouvernementale plus radicale.

La constipation de Mao

On parle à nouveau de la Chine, avec ses progrès dans l'armement atomique, et son hostilité agressive contre sa grande rivale, la Russie.

Mao reste fermement sur ses positions et demeure obstinément fidèle à la mémoire de Staline et à ses méthodes. Chose curieuse! En 1932, Staline l'expulsa du parti communiste, au temps de la «longue marche» avec les cent mille hommes de la première armée rouge grâce auxquels il avait forcé le siège des troupes de Chiang. Le Kremlin l'accusait alors de «déviation à gauche». Aujourd'hui l'histoire se répète. Ce qui veut dire qu'à Moscou comme à Pékin, après quarante ans, ou presque, rien n'a changé.

Le journaliste Roy MacGregor-Hastie, faisant un portrait approfondi de Mao signale les dangers de l'attitude chinoise. Dans son esprit, «la paix est un concept relatif». Mao-Tse-Tung a passé la plus grande partie de sa vie à combattre et à croire dans l'action comme stimulant de la pensée. Une fois il dit: «Je souffre de constipation et c'est pourquoi je préfère la vie militaire. Mon intestin n'a jamais aussi bien fonctionné que pendant la bataille de Chang Sha».

Et Roy de conclure sombrement: «Il pourrait bien un jour se mettre en tête de régler ses fonctions intestinales en partant à la conquête du monde».

On parle de l'IRI à la Chambre des Communes

Le député labouriste Tom Price qui a été à la tête du groupe parlementaire de son parti de 1951 à 1959, a cité récemment l'exemple de l'IRI dans son intervention à la Chambre des Communes sur

le budget de l'industrie charbonnière, en particulier sur les méthodes de financement. Le parlementaire britannique a dit, notamment, que le gouvernement italien a fourni les 10% du capital requis pour le financement d'objectifs d'intérêt public, tandis que les 90% ont été lancés sur le marché. «A l'occasion de la dernière émission d'obligations IRI — a affirmé Price — en quelques heures on a encaissé 60 milliards de lire, soit environ l'équivalent de 35 millions de livres sterling».

Les prix de Brancusi



Brancusi
par Dragutesco

La première des huit ventes aux enchères prévues pour les collections artistiques ayant appartenu à Helena Rubinstein a fourni une encaisse de un million et 445.000 dollars et battu un record du prix de vente d'une oeuvre d'art moderne. La vente a eu lieu à New York. «Oiseaux dans l'espace», la vingtième version du chef d'oeuvre du sculpteur roumain Brancusi, réalisé en 1937 a été adjugée à la «Stephen Hahn Gallery» de New York pour 140.000 dollars. Rappelons que vers la fin de 1939 une autre version de cette sculpture si moderne de facture, fut cataloguée comme «non objet d'art» par la douane américaine et par conséquent taxée selon le tarif appliqué aux métaux fondus sans valeur.

Le prix payé pour «Oiseaux dans l'espace» (en langue roumaine «Paserea maiastra») est exactement le double de celui que le 23 mars la Galerie Park-Bennet parvint à retirer du «Balzac» de Rodin.

Le montant de la vente aux enchères des collections groupées par Hélène Rubinstein durant sa longue vie de spécialiste de la beauté féminine va à la «Helen Rubinstein Foundation for the benefit of women and children», créée par Hélène Rubinstein qui mourut le 11 avril 1965 à l'âge de 94 ans.

Un autre des prix qui ont été payés à la vente en question constitue un record: 100.000 dollars pour une toile du peintre français Roger de la Fresnaye dont les oeuvres n'avaient jamais atteint une cote aussi élevée. Le tableau a été acheté pour le compte d'un collectionneur privé demeuré anonyme.

Les ventes suivantes comprendront d'autres peintures, des meubles anciens, des icônes russes, de l'argenterie, des cristaux, des tapis, des estampes et une vaste et rare collection d'objets africains.

On calcule que dans l'ensemble ces ventes rapporteront à la Fondation Rubinstein pour l'assistance aux femmes et aux enfants au moins trois millions et demi de dollars.

Roumains non conformistes

La plupart des diplomates des Pays d'Europe orientale invités à un banquet le soir du 28 avril en l'honneur de la délégation albanaise qui sous la conduite de Mehmet Shehu a visité la Chine populaire, ont quitté la salle pour protester contre le toast du Président Liu-Sciao-Ci qui félicita le peuple albanaise de «s'être maintenu au premier rang dans la lutte contre le révisionisme moderne ayant à sa tête le nouveau groupe dirigeant du parti communiste soviétique».

A ce point, les diplomates hongrois, polonais et de divers autres pays de l'Est quittent la grande salle du Congrès populaire, mais le *Chargé d'Affaires roumain demeure à sa place.*

Fait sans précédent pour une réception officielle, les diplomates soviétiques n'avaient pas même été invités. Dans son discours, Liu-Sciao-Ci avait accusé « les révisionnistes modernes d'être devenus complices de l'impérialisme américain ».

Touristes plus vite que le son

Une splendide initiative européenne. Même pour nos voyages d'affaires et d'agrément nous irons plus vite que le son. Trois projets existent actuellement dans le monde pour le « SST » (Super Sonic Transport), autrement dit pour des avions supersoniques de transport civil. L'un est anglo-français. Le premier. Il s'appelle « Concorde » et prévoit un avion avec ailes en double delta. L'autre, américain, est à l'étude des techniciens de la Lockheed de la Boeing. Un troisième, enfin est soviétique et de lui, naturellement, on ne sait rien. Parmi les problèmes qui préoccupent le plus les experts: la sécurité, les coûts, la consommation. Un avion du type projeté par la Boeing consommerait pour le parcours Rome-New York (un voyage d'une durée de 3 heures et 2 minutes), 100 tonnes de carburant. Autre inquiétude: le mur du son, l'onde sonore traversée par l'appareil quand il dépasse la vitesse du son. Cette onde sonore, qui suit l'avion dans son vol, investit la zone sous-jacente et peut provoquer des dégâts. Ce sont bien entendu des problèmes qui seront résolus.

Quand ces nouveaux appareils seront-ils en service? Le supersonique français en 1972, l'américain en 1974. Quant au

russe, il est encore un mystère et l'on ne peut pas faire de prévisions.

«FANTAZARIA»



Une revue parue récemment à Rome se consacre à l'insolite, au fantastique, au bizarre qu'elle rend d'autant plus attrayant qu'elle est rédigée avec mordant, illustrée avec un goût raffiné et joliment imprimée. Félicitations

aux deux directeurs Raimondo Biffi et Alberto Gini, et à Lucia Raffetto dont la couverture et les dessins correspondent si parfaitement au ton général de cette publication d'un genre nouveau. «Nouveau» est le mot qui convient et signifie beaucoup car tous cherchent à faire neuf dans tous les domaines, mais bien peu y parviennent. «Fantazaria» qui se propose de «présenter des œuvres, des documents et des textes qui échappent par leur extravagance et leur originalité à toute classification» a trouvé une formule neuve en utilisant du matériel ancien puisé dans un passé proche ou lointain, qui part du Moyen Age et arrive jusqu'à 1962.

Nous signalons au deux directeurs, entre autres extravagances récentes, celle de ce Michel Jacques, fils de Monet, qui gardait dans son grenier de Sorel Mousel, 92 toiles de Renoir, Seurat, Signac et Monet dont les seules admiratrices ont été pendant un demi-siècle des générations d'araignées.

Le monde du bizarre est vraiment vaste et fascinant et offre aux journalistes dotés d'assez de goût et de culture pour y faire un choix judicieux, une mine inépuisable.

A nos abonnés:

Prière de nous communiquer en temps utile les changements d'adresse

bulletin européen

Rédacteur politique: **HORIA ROMAN** - Rédacteur responsable: **A. PELLEVAUT GINI**
 Direction Rédaction Largo Chigi, 19 - **ROME**
 Tél. 671.260

ABONNEMENTS

Italie	Lires 2000	Etranger	Dollars 3,-
ABONNEMENT D'HONNEUR	- 5000	ABONNEMENT D'HONNEUR	10,-
c/c postale Roma N. 1/16299			

Ente Civile Universitates Personarum Dragan - Venezia

Registr. Trib. Rome No. 2840 du 15/12/1951
 STUDIO TIPOGRAFICO - P. DEL POPOLO, 3 - ROMA

bulletin européen

TRIBUNE LIBRE DE L'EUROPEISME R O M E

ont collaboré...

Konrad ADENAUER, Alexandre ARGYROPOULOS, Karl ARNOLD, A. BALLEYGUIER, G. W. de BALZAC, Edward BEDDINGTON BEHRENS, Julien BENDA, Lodovico BENVENUTI, John BIGGS-DAVISON M.P., Baron BOEL, Paul BONCOUR, Edouard BONNEFOUS, Henri BRUGMANS, Roul BOSSY, Thomas W. BRADEN, Pietro CAMPILLI, Giuseppe CARON, Edward CARRAN, Nino CASCINO, René CASSIN, L. E. CLOQUETTE, Elma DANGERFIELD, Michel DEBRE, A. DECLICH, Dino DEL BO, Giorgio DEL VECCHIO, Carlos DE MONTOLIU, L. DURAND REVILLE, Constantin DRAGAN, Mircea ELIADE, G. van ESBROECK, W. N. EWER, Enrico FALCK, Raymond FRANKLIN, Pierre FRIEDEN, Paul GACHE, Grégoire GAFENCO, Enzo GIACCHERO, Amedeo GIANNINI, A. V. GIARDINI, Guido GONELLA, W. A. 't HART, Wladimir IONESCO, Stefano JACINI, Jerzi JANKOWSKY, Jacques DE JONG, G. KALLAY, Jacques KAYSER, Stanislav KOUTNIK, Pierre de LANUX, LARS J. LIND, Ivan Matteo LOMBARDO, C. LOVERA DI CASTIGLIONE, Edouard LUDWIG, Harold MACMILLAN, Alberto MARINELLI, Pierre MENDES FRANCE, Francis DE MIOMANDRE, Manlio MISEROCCHI, Umberto MONICO, Albert MOUSSET, Roland MUESSER, Pier Fausto PALUMBO, Giuseppe Ugo. PAPI, A. PAPLAUCKAS RAMUNAS, Giuseppe PELLA, Giovanni PERSICO, Pedro José PINILLOS, John POMIAN, Lucien RADOUX, Paul RAMADIER, Peter RATAZZI, Gonzague de REYNOLD, Jules ROMAINS, Joseph de ROOVER, Louis ROUGIER, Rémy ROURE, Lucien de SAINTE LORETTE, A. G. SAMOY, Carlo SFORZA, André SIEGFRIED, Jacques TREMPONT, Georges USCATESCU, Pierre VINOT, Raymond WARNIER, Rivington R. WINANT, S.H.C. WOOLRICH, Paul Van ZEELAND.